

## Country: Togo

<b>Policy</b>	<p>«L'ensemble des contenus des programmes de formation est définie au niveau des ministères chargés de l'éducation. Le système est donc caractérisé par une homogénéité des programmes de l'enseignement primaire à la fin de l'enseignement secondaire. Le contenu des programmes dans son ensemble n'a pas été révisé jusqu'à 2003 ; néanmoins certaines disciplines ont été améliorées (calcul). D'autres ont subi d'innombrables aménagements telle que l'éducation civique et morale par l'intégration des éléments des droits de l'homme, l'éducation en matière de population et de développement durable, l'éducation en matière de protection de l'environnement et de protection contre les maladies sexuellement transmissibles et contre le VIH et le SIDA. L'on note également que les notions d'agriculture, d'élevage, d'éducation en matière de population et de vie familiale, des droits de l'homme, de la paix, etc. ne sont pas encore introduite dans les programmes de formation initiale des enseignants dans les Ecoles normales d'instituteurs (MEN, 1999) ». (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 6)</p> <p>« S'agissant plus spécifiquement de l'enseignement secondaire général, l'élève à la fin du premier cycle du secondaire, devra être capable de : tenir un raisonnement logique ; de comprendre et apprécier la diversité culturelle du Togo ; communiquer en français par écrit et oralement ; utiliser les méthodes et/ou moyens d'observation et d'interprétation des phénomènes naturels et physiques ; se comporter en citoyen responsable, connaissant ses droits et devoirs fondamentaux ; être créatif et utiliser efficacement les connaissances acquises selon le milieu dans lequel il évolue ; faire preuve d'esprit critique et de tolérance. » (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 7)</p> <p>« Il faut relever aussi l'existence d'une politique éducative au Togo qui confère à l'école le rôle de la formation de citoyens responsables. Cette politique ne fait pas l'objet d'une publication séparée mais elle est implicite dans le curriculum d'éducation civique élaboré dans les années 1990, sous l'impulsion de l'Ambassade des Etats-Unis au Togo. » (Evaluation du programme d'éducation civique et morale, 2008, p. 16)</p> <p>« L'école a pour mission d'instruire et d'éduquer le jeune afin de l'amener à prendre part à la vie politique, économique, sociale et culturelle de son pays. Malheureusement, on constate que généralement le volet « éducation » est souvent négligée. En introduisant l'Education Civique et Morale comme discipline à part entière dans l'enseignement au Togo, il s'agit essentiellement de combler cette lacune et de favoriser la consolidation d'un Etat de droit garant des libertés, de la paix et de la justice. Il s'agit de cultiver dans l'esprit des jeunes le sentiment d'appartenir à une même nation, de vouloir y vivre ensemble, et de vouloir la défendre. » (Ministère de l'Education et de la Recherche, 1997, p. 4)</p>
<b>Source</b>	<p><b>Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE</b>  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Togo.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Togo.pdf</a></p> <p><b>Evaluation du programme d'éducation civique et morale (2008)</b>  <a href="http://www.rocare.org/grants/2008/Citoyennete%20democratique%20dans%20l-enseignement%20au%20Togo.pdf">http://www.rocare.org/grants/2008/Citoyennete%20democratique%20dans%20l-enseignement%20au%20Togo.pdf</a></p> <p><b>MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE. (1997).</b> <i>Programme d'éducation civique et morale pour les enseignements des premier, deuxième et troisième degrés.</i> Lomé : Presses de l'UB.</p>

MATERIALS/Methodologies/Approaches	STAKEHOLDERS	Formal/Non Formal
<p><b><u>Evaluation du programme d'éducation civique et morale (2008)</u></b></p> <p>« Au Togo, l'éducation à la citoyenneté<sup>1</sup> a toujours été une des missions fondamentales assignées à l'école. Lorsque Akuété Zankli Lawson créait vers 1842 la première école togolaise de conception européenne à Petit-Popo (Aného)<sup>2</sup>. Plus tard, en 1975, la réforme de l'enseignement soulignait cette mission en ces termes : « L'école doit former des individus sains, équilibrés et épanouis dans toutes les dimensions. Elle doit permettre la formation de l'esprit critique, base de toute culture moderne »<sup>3</sup>. En outre, les programmes scolaires intègrent cette mission. Ainsi, dans un passé récent, les questions de citoyenneté faisaient-elles l'objet de trois matières distinctes : la leçon de morale, l'éducation civique et politique, et la prévention routière. Les nouveaux programmes<sup>4</sup> en ont fait un seul objet d'enseignement – l'éducation civique et morale en abrégé ECM »</p> <p>« Cette recherche a pour objectif d'évaluer l'efficacité interne qualitative de l'éducation à la citoyenneté telle que mise en œuvre dans l'enseignement secondaire au Togo. L'efficacité qualitative interne s'entend ici, au sens que lui donnent Sall et de Ketele, comme un rapport entre les entrées en termes d'acquis de départ et les sorties en termes d'objectifs pédagogiques maîtrisés<sup>14</sup>. Concrètement, il s'agit de confronter les objectifs visés par l'éducation à la citoyenneté au Togo aux moyens mis en œuvre dans l'enseignement secondaire. »</p> <p>« La notion de citoyenneté est très peu usitée au Togo dans les sources officielles. On lui préfère deux autres déclinaisons : « éducation civique et morale » et « formation civique ». L'éducation civique et morale est cet enseignement qui est dispensé à l'école et qui a pour finalité de développer chez l'élève le sens de l'intérêt général, le respect de la loi et l'amour de la patrie. En dehors du cadre scolaire, l'éducation civique et morale prend le nom de formation civique et est mise en œuvre par la Direction de la Formation Civique. Quels sens revêtent ces deux termes ? Comment fonctionnent les institutions chargées de leur mise en œuvre ? Et comment structurent-ils la politique éducative du Togo ? »</p> <p>« C'est aux professeurs d'histoire-géographie que revient la charge d'enseigner l'ECM dans les établissements où elle figure dans l'emploi du temps et ils disposent pour ce faire d'une heure par semaine. De l'avis de tous les professeurs rencontrés, ils n'ont jamais pu consacrer exclusivement cette heure à l'ECM en raison de la densité du programme d'histoire-géographie dont ils ont aussi la charge.[...]</p> <p>« Le programme officiel au secondaire recommande l'ancrage disciplinaire de l'ECD tandis que sur le terrain la réalité est au modèle intégrateur. Plus largement, le caractère aléatoire de l'enseignement de la citoyenneté rend difficile voire impossible l'estimation du volume horaire annuel à lui alloué dans l'enseignement secondaire au Togo. » (p. 17)</p> <p><b>« Conclusion et recommandations</b></p> <p>Finalement, on retient qu'il existe une inadéquation entre les objectifs de départ et les moyens déployés sur les plans humain, matériel et pédagogique. En effet, la politique scolaire affirme clairement le rôle de l'école dans la formation des</p>	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) avec le soutien du projet Centre d'Excellence Régionale UEMOA et du Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas	Formal

<p>citoyens responsables et les programmes en vigueur comportent une discipline dédiée à l'éducation à la citoyenneté dont la finalité est de « développer chez l'élève le sens de l'intérêt général, le respect de la loi, l'amour de la Patrie (sic) »<sup>46</sup>. Ces programmes d'études mettent l'accent sur la nécessité pour l'enseignant de cette discipline d'adopter un style d'enseignement permissif soutenu par l'exemplification dans la classe, au sein de l'établissement scolaire, dans les centres d'apprentissage, en famille, au service, dans la rue, dans les réunions publiques, bref, dans tous les actes de la vie quotidienne<sup>47</sup>. Cependant, on note une insuffisance et parfois même une absence de ressources humaines, pédagogiques et didactiques dédiées à l'ECM dans les écoles. Cette situation, aggravée par un manque d'information des administrations scolaires sur la conduite de l'ECM, induit dans la pratique une distorsion générale ou partielle entre les principes de citoyenneté démocratique, d'une part, et d'autre part, le climat et la culture scolaires, la gestion et le développement de l'école. On peut dès lors conclure à l'échec de l'enseignement secondaire au Togo dans la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté démocratique. Attendre d'un tel système éducatif qu'il forme des citoyens responsables et actifs ne serait qu'un leurre dans la mesure où l'enseignement secondaire togolais, comme nous venons de l'analyser, se destine plus à l'acquisition de connaissances qu'au développement d'une pensée critique, à la construction d'attitudes et de valeurs appropriées et à la participation active.</p> <p>Une constante que mettent en lumière les résultats de cette étude et qui pourrait servir à la construction d'un modèle exploratoire, est la disciplinarisation de l'école. En d'autres termes une focalisation voire une fixation des acteurs de l'école sur la discipline. Il se dégage l'impression que la vocation actuelle de l'école consiste à éduquer ou à instruire l'individu en le disciplinant. Sinon comment comprendre que le règlement intérieur ainsi que tous les arrangements institutionnels formels qui existent au sein des écoles fondent leur raison d'être sur la discipline ? Comment comprendre l'abondance de punitions dans les écoles ? Plusieurs explications pourraient être fournies à ce phénomène. Mais quelque soit l'explication fournie, cette situation témoigne encore de la difficulté du système éducatif à éduquer à la citoyenneté démocratique.</p> <p>De ces conclusions, nous pouvons émettre quelques recommandations à l'endroit des acteurs du système éducatif togolais.</p> <p>D'abord, nous suggérons au Ministère des Enseignement Primaire et Secondaire et de l'Alphabétisation et au Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, de veiller à la généralisation de l'enseignement de l'ECM dans toutes les écoles du Togo. Cette généralisation doit s'accompagner de certaines mesures comme l'aménagement des curricula existants notamment ceux d'histoire et géographie et de français, de sorte à permettre aux enseignants de les faire coexister avec une autre matière sans qu'ils ne soient tentés de privilégier l'une sur l'autre. En outre, il faudrait revoir le volume horaire des enseignements actuels pour éviter de surcharger les élèves, et faire de l'ECM une matière obligatoire aux différents examens nationaux (BEPC, BEP, BAC 1 et BAC 2). [...]</p> <p>D'une manière générale, nous proposons que soit ré-instituée la notation de la conduite. Concrètement, il s'agira de demander à tout le corps professoral, assisté de l'administration de donner une note générale à la classe et une note individuelle aux élèves en fin de trimestre pour apprécier le comportement de ceux-ci. Ce qui serait un bon système d'évaluation du savoir-faire et du savoir-être des élèves en matière de citoyenneté ; l'évaluation des connaissances étant toujours dévolue au professeur chargé de la matière. Enfin, nous recommandons aux responsables scolaires de créer un climat et une culture scolaires propices à l'éducation à la citoyenneté en faisant participer les élèves et les enseignants à</p>		
--	--	--

<p>la gestion et au développement de l'école. Ceci suppose la responsabilisation des élèves en matière de gestion et la mise en place d'organes consultatifs ou décisionnels comprenant tous les acteurs de l'école. Les élèves ne sont pas dupes, ils sauront distinguer les changements de façade des vrais. » (pp. 31-32)</p> <p>Source : <a href="http://www.rocare.org/grants/2008/Citoyennete%20democratique%20dans%20l-enseignement%20au%20Togo.pdf">http://www.rocare.org/grants/2008/Citoyennete%20democratique%20dans%20l-enseignement%20au%20Togo.pdf</a></p> <p>“Assouan Gbesso made a brief case study of Togo’s school curriculum to show a case where components that can easily be categorized under <b>Peace Education curriculum already exist but under a different label</b>. In Togo, the subject called <b>“Moral and Civic Education”</b> is a good example. Its main aim is to develop a number of knowledge, skills and attitudes that compare to those that are also targeted by Peace Education.” (p. 8)</p> <p>Source: <b>Peace Education in Africa, UPEACE (2006)</b>  <a href="http://www.africa.upeace.org/documents/reports/Peace%20Education,%20FinalReport.pdf">http://www.africa.upeace.org/documents/reports/Peace%20Education,%20FinalReport.pdf</a></p>		
<p><b>Bulletin d'information de la section Togolaise de l'Association Mondiale pour l'Ecole Instrument de Paix (Mai 2007)</b></p> <p>« En ce moment même, pendant que les élections présidentielles se déroulent dans le calme et la sérénité en France, au Nigéria à côté c'est plutôt à des élections jugées frauduleuses et à leur cortège de troubles, de barricades enflammées et de tueries qu'on assiste. Pauvre Afrique ! Ne pouvant nous substituer aux gouvernants, décideurs et autres acteurs de la vie politique de notre pays, chers amis de l'EIP-TOGO, faisons en sorte que les apprenants dont nous avons la charge soient aujourd'hui et demain de véritables « Instruments de Paix ». C'est de cette manière que nous irons peu à peu vers une humanité meilleure et plus éclairée.</p> <p>Dans cet ordre d'idées, nous pouvons nous réjouir d'avoir pu organiser durant l'année scolaire 2005-2006 des sessions de formation à l'intention cette fois - ci des enseignants du privé laïc et du privé confessionnel du 2ème degré, c'est-à-dire du 1er cycle de l'Enseignement Secondaire. Grâce à l'appui financier du gouvernement américain nous avons ainsi formé 422 Directeurs et professeurs des établissements des Régions des SAVANES, de la KARA, CENTRALE et des PLATEAUX à l'enseignement des valeurs relatives aux Droits de l'Homme, à la paix et des Principes Universels d'Education Civique. »</p> <p>Source : <a href="http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/togo/Bulletin_Togo07.pdf">http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/togo/Bulletin_Togo07.pdf</a></p>	<p>Ecole Instrument de Paix (EIP) – Togo</p>	<p>Formal</p>

## Central/Middle Africa

### Country: Angola\*

<b>Policy</b>	<p>“L’article 3 de la loi d’orientation du système de l’éducation de 2011 définit les objectifs généraux de l’éducation de la manière suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer d’une manière harmonieuse les capacités physiques, intellectuelles, <b>morales, civiques</b>, esthétiques et de travail des jeunes générations, de façon permanente et systématique, et augmenter le niveau scientifique, technique et technologique afin de contribuer au développement socio-économique du pays.</li> <li>- Former un individu capable de comprendre d’une manière critique et constructive les problèmes nationaux, régionaux et au niveau international afin de participer activement dans la vie sociale sur la base des principes démocratiques.</li> <li>- Promouvoir le développement de la conscience personnelle et sociale des individus en général et des jeunes générations en particulier, ainsi que le respect des valeurs et des symboles nationales, de la dignité humaine, de la tolérance et d’une <b>culture de paix</b>, de l’unité nationale, de la préservation de l’environnement et de la conséquente amélioration de la qualité de la vie.</li> <li>- Promouvoir le respect dû aux autres individus et aux intérêts supérieurs de la nation dans le cadre de la promotion du droit et du respect à la vie, à la liberté et l’intégrité personnelle.</li> <li>- Développer la <b>solidarité entre les peuples avec une attitude de respect vers la diversité des autres</b>, afin de permettre une intégration valide dans le monde ». (Données mondiale de l’éducation, 2010, pp. 2-3)</li> </ul>
<b>Source</b>	<p><b>Données mondiale de l’éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE</b>  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Angola.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Angola.pdf</a></p>

<b>MATERIALS/Methodologies/Approaches</b>	<b>STAKEHOLDERS</b>	<b>Formal/Non Formal</b>
<p><b><u>The Team: television series</u></b></p> <p><b>Goals:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Increase tolerance, cooperation and national unity in societies traditionally wracked by conflict.</li> <li>- Encourage dialogue instead of violence to address conflicts and differences.</li> <li>- Develop and expand the creative and technical capacities of local writers and technicians.</li> </ul> <p><b>Outreach and evaluation:</b>            Social media tools will be used for outreach and to receive audience feedback.            Evaluation Surveys will be conducted pre- and post-broadcast.            Focus groups and case studies will be utilized to gather information on program impact.</p>	<p>Search for Common Ground            European Union            UKAID            BP</p>	<p>Non-Formal</p>

<p>What makes <i>the Team</i> so innovative?  <i>The Team</i> uses popular culture to communicate positive messages. Well-crafted, entertaining programming can have a profound impact on how people think about themselves, their neighbors, and their society. Using this “edutainment” medium, The Team is able to promote co-existence and connect with a broad and diverse audience otherwise hard to reach.                  The series portrays positive role models and young people taking responsibility for their actions.                  In rural areas where TV is not accessible, mobile cinema screenings are set up for public showings, followed by moderated discussions.                  Each TV series will have a companion radio series to expand the program’s reach.</p> <p>“In its multi-nation, episodic drama <i>The Team</i>, Search for Common Ground has merged the global appeal of soccer/football* with soap opera to help transform social attitudes and diminish violent behavior in countries grappling with deeply rooted conflict. The television series addresses the very real divisive issues facing societies in a dozen African, Asian and Middle Eastern countries, using sport as a unifier to surmount barriers. Each production of The Team follows the characters on a football team who must overcome their differences – be they cultural, ethnic, religious, tribal, racial or socio-economic – in order to work together to win the game.  <i>The Team</i> rings true for viewers, given that all of the series are created and produced locally. Actors and scriptwriters, who have experienced violent conflict and divisions firsthand, are drawn from local populations in countries like Kenya, Morocco and Cote d’Ivoire. Local production companies and technicians take the lead, with additional technical assistance and support from Common Ground Productions.”                  DVDs of the series will be distributed through local associations, community groups, schools, religious groups and universities.                  Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/cgp/the-team.html">http://www.sfcg.org/programmes/cgp/the-team.html</a></p> <p>“<i>The Team</i>, or <i>A Equipa</i>, centres on an imagined Angolan football club and serves as an entry point for dialogue on sensitive themes of governance, participation, and transparency. The telenovella explores governance issues through the interactions between the players, captains, coaches, officials and through the players' personal lives. The storylines model different approaches to collaborative problem solving, metaphorically addressing the tensions in Angola's decentralization process, including the role of leaders and authority figures in a democratic environment, the importance of transparency and consultation between leaders and constituents, and the importance of constructive advocacy.                  The success of <i>The Team</i> builds on the inspirational role that soccer plays around the globe. The game provides the framework and the setting to engage a mass audience in promoting positive social change. In each country, the players manage to resolve the inevitable conflicts that arise, and they discover that the commonalities that join them are far deeper than the differences which threaten to tear them apart. Characters demonstrate cooperative behavior, which is essential both to winning at soccer and to peacefully resolving the pressing problems that their country faces. Indeed, the mega-metaphor is that each country needs to come together as a Team, not as a collection of individuals or ethnic or political groups, and that cooperation is essential for development.  <i>The Team — Angola</i> is one version of the award-winning project created and produced by SFCG and aired in 16 countries</p>		
---	--	--

<p>around the world. Through the television and radio program, SFCG aims to change adversarial attitudes in countries that have experienced conflicts by presenting diverse football teams, who understand that success on the field comes only with cohesion, tolerance, unity, and respect for others off the field.</p> <p><b>Storyline Development</b></p> <p>In Angola, the characters are part of a football team based in Lubango. The issues and core messages touched on in <i>The Team</i> were developed through consultations with members of civil society and members of five different local governments, culminating in a curriculum summit in Luanda. Through this participatory process, SFCG and its partners were able to identify the major issues that needed to be addressed and articulate clear objectives and messages for the show.</p> <p>These messages were put into a storyline focused on a football team, presenting the social issues facing young people and showing how these problems are resolved in a different way than would be normal in reality in Angola. With the help of student associations from each school in the school parliament program, A Equipa will be presented to students at 15 schools in Luanda and Cabinda. Screenings will be accompanied by a facilitation manual to further discuss and develop the issues. The intention is to also undertake outreach sessions in Lubango, Huambo, Cabinda and Luanda, with partners of SFCG involved in civic education work.</p> <p>The core metaphor is simple: if characters do not learn to play together, they will not score goals. Through the course of the series, characters learn that cooperative behavior is essential both to winning at football and in life. Storylines feature footballers, families and friends, who overcome significant problems both on and off the football pitch to achieve shared goals. Programmes feature positive role models and promote understanding and tolerance. They demonstrate that adversarial approaches and suspicion are rarely the best approach to solving problems.</p> <p>By exploring the lives and stories of the players, their families, and their communities, the story is a vehicle for transmitting factual information about decentralization and democratic consolidation in a highly creative and entertaining format as the players and their families interact with authorities and discuss their opinions of democracy, decentralization, and other issues. Characters from the television show are empathetic and easily identifiable, representing a wide variety of regional, linguistic, and socio-economic backgrounds.</p> <p><b>Public Reception</b></p> <p>To maximize the effect of the show, SFCG Angola developed a set of peacebuilding activities around the program, aimed at creating relationships between people from across dividing lines, and at catalyzing action, tied into the program's messages. Activities include soccer tournaments, mobile cinema screenings, leadership and peacebuilding trainings, in-school civic education curricula, and peace campaigns using SMS and new media technology. These involve a host of organizations and groups in the activities to ensure that they are rooted in society.</p> <p>One of Angola's leading newspapers, <i>Jornal de Angola</i>, recently ran a story on the new season, bringing more publicity to the already popular show. The article praised the new season saying, "The storylines, the material resources used, and the high level of performance by coaches and players are, from the start, reason to consider that the public viewer will be entertained by the high technical and artistic quality" of the show.</p> <p><i>The Team</i> in Angola just finished filming 15 new episodes in Huila province. In the new season, issues of women's</p>		
--	--	--

<p>empowerment take center stage, including sexual violence and domestic abuse. This season delves into the women behind many of the male characters and demonstrates the barriers and catalysts to women's empowerment. The new season puts a significant emphasis on the need to have women involved in decision-making processes in order to improve the status of women in Angola.”</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_theteam.html">http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_theteam.html</a></p>		
<p><b>School Parliament Project</b></p> <p>“In Angola, a <b>School Parliament Project is giving students a hands-on lesson in democracy</b>. The project aimed to educate key youth about the practices and principles of democracy, <b>foster interaction and dialogue among youth</b>, and create a forum for the Angolan government to engage in policy and development strategy dialogue. This lesson comes at an important time as September 2008 marked the first Angolan elections in 16 years.”</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/childrenandyouth/index.html">http://www.sfcg.org/programmes/childrenandyouth/index.html</a></p> <p>“In 2009, <b>Search for Common Ground (SFCG)</b> began the school parliament initiative in order to work with youth in a strategic, appropriate, and sustainable manner. This project focuses on the creation of a new generation of young Angolan leaders. SFCG had previously worked with Angolan adolescents and youth facing problems of delinquency, and also with members of street gangs who were responsible for acts such as theft, smoking illegal substances, street violence, prostitution, and rape. To respond to the manipulation and frustration of youth, SFCG with IASED (Instituto Angola de Sistemas Eleitorais e Democracia) established the first school parliament, in order to attain the objective of creating a young generation of leaders.</p> <p>With funding from the European Union Delegation in Luanda, SFCG continued the School Parliament project to empower Angola's youth. SFCG works with young Angolans from 50 secondary schools from 10 municipalities in Luanda province and 25 schools in Cabinda province in a series of interactive activities engaging them in civic education. The School Parliament provides opportunities for youth to debate current issues and make policy decisions, providing first-hand experience in the process of governing and responding to constituents. The concepts of democratic principles and constitutional processes specific to Angola are introduced and then combined with practical experience. The Parliament is linked with <b>weekly radio programs</b>, which highlight different project themes and share them with youth all across Angola. The project aims to promote greater and more positive youth engagement in Angola's future, in response to the many young people who have grown up in Angola with little or no opportunity for civic participation. The parliamentary elections in 2008 were a good example of democracy and were among the first steps in a long transition to a democratic culture that is more open, participatory, and accountable.</p> <p><b>How it Works</b></p> <p>The students, who form the parliament deputies, meet monthly to debate current issues and make policy decisions, providing first-hand experience in the difficult process of governing and responding to constituent priorities. These two components are linked together through the weekly radio programme <b>Baza Madie</b>, which spotlights different emerging</p>	<p>Search for Common Ground Partner: IASED (Instituto Angola de Sistemas Eleitorais e Democracia) Support: European Union; UKAID; BP</p>	<p>Formal/Non-Formal</p>



<p>themes in the projects, sharing them with young people of diverse backgrounds across Luanda through the voices of their peers.</p> <p>Student Deputies are elected by the schools they represent using the same rules and regulations of the National Assembly of Angola. The members of the parliament and the deputies are elected on a yearly basis, which corresponds with the school year. The parliament has a president elected by its peers. The school parliament president has a one year term, renewable only two times in a row, so as to instill the idea of succession. The deputies are organized in parliamentary thematic groups, called "commissions," which are responsible for submitting resolutions to the parliament for future vote. In the schools, the 5 deputies, who lead different commissions, discuss subjects and themes that have been decided in collaboration with SFCG and IASED. Together a resolution is drafted and circulated among all the deputies for input and feedback. When the draft is finalized, the deputies meet in a full session, called a "plenary session". During this session, the parliament can vote to accept or refuse the resolution presented by a commission. In the picture above we can see the president of the Women Commission presenting a resolution on how to assist sex workers and provide alternatives to the prostitution problem in Luanda.</p> <p>Finally, when the resolution is adopted by a majority, following the rules of the Angola National Assembly, the resolution is passed. SFCG and its partner IASED then make contact with local authorities and when a meeting is granted, the members of the school parliaments, who presented and defended the resolution to their peers, meet with the local authorities for a sincere and open debate. In the photo to the right, we can see a Commission meeting with a Senior Police Officer for School Security. The commission presented the recommendation of the School Parliament for the challenge of School violence in Luanda. The police accepted the recommendation and have included it in a proposal that the police will present to the ministry of Interior at the National Level. The police also have mentioned its intention and will to collaborate with SFCG in other municipalities as well. SFCG will continue to bring students and government officials together, and is committed to engaging young people in the democratic development of their nation to ensure a future of increased government transparency and accountability.</p> <p><b>Progress and Recognition</b></p> <p>When SFCG surveyed the level of awareness among School Parliament participants, the students were unanimous in their belief that it is important to participate in the program in order to learn how to voice their opinions. Most students believe that School Parliament activities allow them to gain more knowledge about citizenship, participation and leadership. Since the project started, SFCG has organized School Parliament preparatory meetings for students in five target schools, convened a school parliament forum, and held parliament commission sessions. SFCG is using its weekly radio programme <b>Baza Madie</b> to provide information on democracy, governance, and participation to a broader youth audience beyond the student participants in Luanda.</p> <p><b>School Parliament students</b> were featured during a live broadcast on TV Zimbo, the second biggest Angolan TV channel, viewed by millions of people.”</p>		
--	--	--

<p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_school_parliament.html">http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_school_parliament.html</a></p>		
<p><b>Radio Projects - Studio N'Jango</b></p> <p>“The studio of SFCG in Angola is located on the office premises in the Kilamba-Kiaxi municipality. Currently, the studio works full time with 4 youth reporters and a media specialist. There is a production meeting every week, generally on Friday, where the subjects and themes are selected. Then, the work is distributed among the different youth reporters who bring back the audio material that has been collected in the following week. So far, the studio has produced more than 30 radio programs over the past quarter. These radio productions cover a variety of subjects such as school safety, parental abandon of children, prostitution, the use of drugs amongst youth, early and unwanted pregnancies, unemployment, youth violence, sexual harassment in schools, participation of youth in the democratic decision-making process, public probity of elected leaders, decentralization, domestic violence, the role of youth in the actualization of the electoral register, the right to citizenship and to basic social living conditions, women’s rights, the Leadership of women in Angola, the Women and their financial autonomy, etc. The radio production called “Baza Madie” uses several formats, including the roundtable, interviews, vox pop, magazines, and presentations. It is solely produced by the youth reporters. »</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_radio.html">http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_radio.html</a></p> <p>Tools such as <a href="#">radio programs</a> offer youth a platform for self-expression, and <a href="#">workshops</a> provide training on skills such as conflict resolution.</p> <p><a href="http://www.sfcg.org/programmes/childrenandyouth/whatwedo.html">http://www.sfcg.org/programmes/childrenandyouth/whatwedo.html</a></p> <p><b>Baza Madie</b></p> <p>"Baza Madie" (local youth slang for "Let's Go!") is a thirty-minute magazine programme that targets Angolan youth between the ages of 15 and 25. The programme features a team (equally divided by gender) of youth journalists who come from different backgrounds. Baza Madie is broadcast weekly on RNA national radio in five provinces, as well as on independent Radio Ecclesia in Luanda. To date, Baza Madie has discussed issues such as youth empowerment, street gangs, youth violence, HIV/AIDS, and the challenges and opportunities associated with education and employment. Since its launch in 2005, the programme has been produced by the youth journalist interns under the guidance of Studio N'jango's professional staff. As members of the Studio N'jango team, and using the Common Ground Approach, the interns employ a variety of creative tools, designing each programme around a specific issue or subject relevant to the lives of young people in Angola, including the HIV/AIDS stigma, the increased incidence and possible causes of theft and petty crime, domestic violence, and new technical education opportunities for unemployed youth. The strategy is based on an edutainment model, seeking to inspire both behavioral and attitudinal change, break down barriers, and catalyze dialogue by informing and entertaining youth and adult audiences.</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_radio.html">http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_radio.html</a></p>	<p>Search for Common Ground European Union UKAID BP</p>	<p>Non-Formal</p>

<p><b>O Jogo</b>                  Another radio program, "O Jogo" ("The Game") demonstrated how common interests can bring people together from seemingly opposing communities or differing backgrounds. The experiences and challenges of the two main characters demonstrated a microcosm of the challenges facing Angola as a whole, while the characters' ability to put their differences aside to celebrate success on the football pitch shone a light on how Angola could take positive steps to heal its own wounds. The main objectives of the programme included fostering tolerance and raising understanding between different socio-economic groups in Angolan society; opening space for dialogue and discussion between individuals with opposing opinions; and promoting alternative, non-violent means of resolving conflict. While it focused particularly on the World Cup, the series capitalized on the popularity of football in Angola more generally, as a means to promote the concept of a national Angolan identity – a concept sorely lacking after 30 years of war. Furthermore, "O Jogo," along with a similar-themed soap opera in Cote d'Ivoire, has served as a pilot that has launched an organizational strategy of using the World Cup as a tool for peacebuilding. SFCG is looking to expand the concept into ten different countries using TV and radio in the run-up to 2010 World Cup in South Africa.</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_radio.html">http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_radio.html</a></p>		
<p><b><u>Big Sister Peer Leadership Program</u></b></p> <p>The <b>Big Sister program</b> matches young girls with older women mentors who offer support and guidance. Manual in Portuguese available at: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/pdf/Angola_Big_Sister_Manual.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/angola/pdf/Angola_Big_Sister_Manual.pdf</a></p>	<p>Search for Common Ground                  Partners: ExxonMobil                  Educating Women and Girls Initiative;                  European Union</p>	<p>Non-Formal</p>
<p><b><u>Advocacy Manual for Youth Associations (Portuguese)</u></b> <span style="background-color: red; color: black;">No detail available online</span></p> <p>Available at: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/pdf/Angola_Advocacy_Manual_Youth.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/angola/pdf/Angola_Advocacy_Manual_Youth.pdf</a></p>	<p>Search for Common Ground</p>	<p>Non-Formal</p>
<p><b><u>Search for Common Ground: Conflict Resolution Centers / supporting youth as actors in peacebuilding and community engagement</u></b></p> <p>“The Conflict Resolution Centers established by Search For Common Ground (SFCG) with support from <b>British Petroleum</b> (BP) seek to support a peaceful future for Angola through supporting youth as actors in peacebuilding and community engagement.</p> <p>Launched in 2011, this project builds on gained experience to promote the role of youth in the Angolan society. The project aims to increase the confidence of youth leaders to engage in their communities to foster change. The project also seeks to build the capacity of youth to identify key issues in society and learn how to address them by carrying out concrete activities in response to these key issues.</p>	<p>Search for Common Ground                  European Union                  UKAID                  BP</p>	<p>Non-Formal</p>

<p>The project builds on the foundations of another project of SFCG in Angola, the <b>School Parliament</b>, in order to continue promoting youth development while empowering youth to take ownership of community level initiatives. The project's overall goal is to promote greater youth engagement at the community level in determining Angola's future. This project is guided by two specific objectives, namely the reinforcement of skills of Angolan youth in civic education and life skills, including leadership, conflict resolution, collaborative problem-solving and advocacy, and the promotion of dialogue between different youth and youth groups.</p> <p>This project supports a peaceful future for Angola through supporting youth as actors in peace building and community engagement. The project builds on the foundations of the SFCG Angola project School Parliament to continue promoting youth development while empowering youth to take ownership of their community level initiatives. The project has the overall goal of promoting greater youth engagement at the community level in determining Angola's future. This project is guided by two specific objectives, namely the reinforcement of skills of Angolan youth in civic education and life skills, including leadership, conflict resolution, collaborative problem-solving, and advocacy, and the interaction through dialogue between various youth actors and groups.</p> <p>Building conflict resolution centers allows for a systematic transfer of knowledge between students. Using the school parliament handbooks and other literature provided to the centers, the initial investment in the project provides the students with resources for the future sustainability of the conflict resolution centers. Building off the relationships made with Parliamentarians, the students are able to keep alive and further strengthen these ties as well as the dialogue between youth and government in general.</p> <p>The conflict resolution centers act as a platform from which community wide engagement can take place, with youth leaders at the forefront. They also act as a meeting place from which other initiatives can take place. SFCG aims to broaden the involvement and buy-in from the community by extending the lessons and experiences of the project activities to the overall public via radio programming. Using community radio as a vehicle to reach a larger audience, the project generates larger involvement by youth to utilize and refer to the conflict resolution centers.</p> <p><b>P</b></p> <p><b>rogram Inspiration - Njango</b></p> <p>One of the major inspirations to launch the Conflict Resolution Project came from a traditional Angolan institution, the Njango. The Njango acted as a community meeting place where issues were discussed in the presence of the soba (traditional community leader) and elders, representing a form of traditional parliament. Villages, which were generally extended family units, had their own Njango, whereas larger populations tended to have a Njango in each bairro (suburb or shantytown). Other important functions of the Njango included serving as a place to welcome guests and visitors; a place of socialization for younger members of the community as they listened to the stones of the elders and a traditional court when crimes, misdemeanors and other offences were dealt with and fines or penalties were imposed.</p> <p>It is difficult to establish how widespread the use of the Njango is in present day Angola. Its decline is intrinsically connected to the marginalization of traditional authority in the country and directly linked to the development era of the country. Many urbanized Angolans, especially youth of today, may never have seen a Njango. Conversely, Angolans from</p>		
---	--	--

<p>the provinces or those of an older generation speak with affection of the Njango and recount stories of their participation in the past.</p> <p>In reflecting on the appeals for inclusive dialogues and conflict resolution in a modern Angola, it is important to keep in mind the memory of the Njango as a place where the community met to talk about its problems, review the past and make preparations for the future. Calls for change in Angola are a call for Njango communication, for the creation of a Njango-like space, a common ground platform, where public concerns can be addressed to advance Angola's track to a peaceful and sustainable development.</p> <p>By building conflict resolution centers, or <i>Njango</i>, the project seeks to invest in a structure that will allow for a systematic transfer of knowledge between students. Using the school parliament handbooks and other literature provided to the centers, the initial investment in the project will provide the students with resources for the future sustainability of the conflict resolution centers. Building off the relationships made with Parliamentarians, the students will be able to keep alive and further strengthen these ties, as well as the dialogue between youth and government in general. SFCG and BP seek to build capacity within local actors and to provide resources that are left at the disposal of the participants to sustain the results of the project. The conflict resolution centers will act as a platform from which inter youth and community wide engagement can take place, with youth leaders at the forefront. Such centers will also act as a meeting place from which other initiatives can take place. SFCG aims to broaden the involvement and buy-in from the community by extending the lessons and experiences of the project activities to the overall public via radio programming. By using community radio as a vehicle to reach a larger audience, the project will generate larger involvement by youth to utilize and refer to the conflict resolution centers. <a href="#">Learn more at the Common Ground Blog... »</a></p> <p>Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_centers.html">http://www.sfcg.org/programmes/angola/angola_centers.html</a></p>		
<p><b>Angola mudou: Crescendo em Paz com Educação e Universidades</b></p> <p><b>What is it? Type of material (description):</b> youtube video  <b>Where can we find the material:</b> <a href="http://www.youtube.com/watch?v=6Q5G6VlxxZM">http://www.youtube.com/watch?v=6Q5G6VlxxZM</a>  <b>Language:</b> Portuguese</p>	??	??
<p><b>Construction of peace and Democracy in Angola</b></p> <p><b>Year of publication/production:</b> 2009  <b>Description of content:</b> Report for the Seminar about identified lessons in the Angolan National Programme. The African Centre for a constructive resolution of disputes (ACCORD) is a non-Governmental and non-aligned organization of Resolution of Conflicts based in Durban, South Africa.  <b>Where can we find the material:</b> <a href="http://www.accord.org.za/downloads/reports/Angola_Report%20Portuguese.pdf">http://www.accord.org.za/downloads/reports/Angola_Report%20Portuguese.pdf</a>  <b>Language:</b> Portuguese</p>	ACCORD	??

<p>Author right © ACCORD 2009                  Published by ACCORD                  2 Golf Course Drive / Mount Edgecombe / 4300 / South Africa / Telephone: +27 31 502 3908 /                  Web: <a href="http://www.accord.org.za">www.accord.org.za</a>                  Fax: +27 31 502 4160                  Email: <a href="mailto:info@accord.org.za">info@accord.org.za</a></p>		
<p><b>Projeto Bola da paz (Project Peace Ball)</b></p> <p>Where can we find the material: <a href="http://douglas-strelow.blogspot.ch/2012_10_01_archive.html">http://douglas-strelow.blogspot.ch/2012_10_01_archive.html</a>  <a href="http://www.robertopascoal.com/2012/09/caros-amigosboa-tarde-este-post-nao-tem.html">http://www.robertopascoal.com/2012/09/caros-amigosboa-tarde-este-post-nao-tem.html</a>                  Language: Portuguese</p>	??	??
<p><b>Angola mudou: Crescendo em Paz com Educação e Universidades</b></p> <p>What is it? Type of material (description): youtube video                  Where can we find the material: <a href="http://www.youtube.com/watch?v=6Q5G6VlxxZM">http://www.youtube.com/watch?v=6Q5G6VlxxZM</a>                  Language: Portuguese</p>	??	??
<p><b>Programa Ética e Cidadania – Modulo 1 (2007)</b></p> <p>Source: <a href="http://portaldoprofessor.mec.gov.br/storage/materiais/0000015515.pdf">http://portaldoprofessor.mec.gov.br/storage/materiais/0000015515.pdf</a>                  Language: Portuguese</p>	??	??

## Country: Cameroon

<b>Policy</b>	<p>«Aux termes de la Constitution révisée en 1996, l'Etat assure à l'enfant le droit à l'instruction, l'enseignement primaire publique est laïque, obligatoire et ouvert à tous sans distinction. L'organisation et le contrôle de l'enseignement à tous les degrés sont des devoirs impérieux de l'Etat. Selon l'article 3 de la loi d'orientation de 1998, l'Etat consacre le bilinguisme (français-anglais) à tous les niveaux d'enseignement comme facteur d'unité et d'intégration nationales. L'éducation a pour mission générale la formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral et de son insertion harmonieuse dans la société, en prenant en compte les facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux (article 4). A ce titre, l'éducation a pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation de citoyens enracinés dans leur culture, mais ouverts au monde et respectueux de l'intérêt général et du bien commun ;</li> <li>- La formation aux grandes valeurs éthiques universelles que sont la dignité et l'honneur, l'honnêteté et l'intégrité ainsi que le sens de la discipline ;</li> <li>- L'éducation à la vie familiale ;</li> <li>- La promotion des langues nationales ;</li> <li>- L'initiation à la culture et à la pratique de la démocratie, au respect des droits de l'homme et des libertés, de la justice et de la tolérance, au combat contre toutes formes de discriminations, à l'amour de la paix et du dialogue, à la responsabilité civique et à la promotion de l'intégration régionale et sous-régionale ;</li> <li>- La culture de l'amour de l'effort et du travail bien fait, de la quête de l'excellence et de l'esprit de partenariat ;</li> <li>- Le développement de la créativité, du sens de l'initiative et de l'esprit d'entreprise ;</li> <li>- La formation physique, sportive, artistique et culturelle de l'enfant ;</li> <li>- La promotion de l'hygiène et de l'éducation à la santé (article 5) ». (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 2)</li> </ul> <p><b>Création d'un nouveau ministère en 2012 =&gt; Décret Présidentiel n°2012/565 du 28 novembre 2012</b></p> <p>« Le <b>ministre de la jeunesse et de l'éducation civique</b> est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation civique et de la promotion de l'intégration nationale. »</p> <p>« A ce titre, il est chargé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ de l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies appropriées pour faciliter la contribution de la jeunesse au développement du pays et à la <b>promotion des valeurs de paix, de travail, de démocratie et de solidarité ;</b></li> <li>▶ de <b>l'éducation citoyenne et morale de la jeunesse ;</b></li> <li>▶ de la prise en compte des préoccupations des jeunes dans les stratégies de développement du dans les différents secteurs ;</li> <li>▶ de l'insertion sociale des jeunes ruraux et urbains ;</li> <li>▶ de la promotion de l'intégration nationale ;</li> <li>▶ de la promotion économique et sociale des jeunes et de leurs associations ;</li> <li>▶ du suivi des activités des mouvements de jeunesse. » (Décret n°2012/565, article 1)</li> </ul> <p>Cf. le rôle particulier de la <b>Direction de l'Éducation Civique en milieux scolaire, universitaire et extrascolaire</b> chargée entre autres de <b>l'élaboration des programmes de promotion de la culture de la paix et de la tolérance</b> et du développement et de la promotion de la culture et de la paix et de la tolérance en milieux scolaire et universitaire (Décret n°2012/565, article 44).</p>
---------------	---

<b>Source</b>	Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Cameroon.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Cameroon.pdf</a> Décret Présidentiel n°2012/565 du 28 novembre 2012 Source : <a href="http://www.atangana-eteme-emeran.com/spip.php?article13882">http://www.atangana-eteme-emeran.com/spip.php?article13882</a>
---------------	---

<b>MATERIALS/Methodologies/Approaches</b>	<b>STAKEHOLDERS</b>	<b>Formal/Non Formal</b>
<p><b>La didactique de l'éducation à la citoyenneté et à la morale</b> (Mémoire d'Elisabeth Tsogo, 2010)</p> <p>« C'est la circulaire n° 53/D/64/MINEDUC/IGP/ESG/IPN/- HG du 15 Novembre 1990 qui transforme le cours d'instruction civique en Education Civique. Ce changement d'appellation était une évolution de cette discipline qui passait du cadre d'une simple instruction à celui d'une formation complète du jeune camerounais pour en faire un citoyen responsable. Les résolutions prises pendant les états généraux de l'éducation de 1995 ont permis de constater que l'éducation civique n'est qu'une étape dans l'idéal de la formation de l'homme de notre temps. L'arrêté N°3645/D/64/MINEDUC/SG/IGE/IGP/SH portant définition du programme d'Education à la citoyenneté (éducation civique et morale) dans les établissements d'Enseignement Secondaire Général de passer de l'éducation civique à l'éducation à la citoyenneté n'entrera en vigueur qu'à la rentrée de 2004. »</p> <p>« L'arrêté n° 3C45/D/64/ MINEDUC / SG / IGE / SH portant définition du programme d'Education à la Citoyenneté (Education Civique et Morale dans les établissements d'enseignement secondaire général répartit les objectifs de cet enseignement en deux catégories : les objectifs généraux et les objectifs spécifiques.</p> <p><b>Objectifs généraux :</b>  L'éducation à la citoyenneté fait partie des sciences sociales, son enseignement dans les lycées et collèges du Cameroun vise à atteindre les objectifs suivants :  Rendre le jeune attentif à son environnement social et institutionnel  Développer les valeurs fondamentales et universelles tels le respect et l'amour de l'autre, la tolérance et l'acceptation des différences, la culture de la paix, la solidarité.  Cultiver chez le jeune le sentiment patriotique et le respect des institutions ;  Ouvrir l'esprit des jeunes pour leur permettre d'émettre des jugements positifs et responsables face aux événements de la vie internationale.  Développer un véritable comportement citoyen.</p> <p><b>Objectifs spécifiques :</b>  Ces objectifs sont repartis selon qu'on est au premier ou au second cycle. S'agissant du premier cycle, l'élève doit être capable de développer des attitudes positives au sein de sa famille et dans son environnement social, de s'intégrer grâce aux connaissances acquises, aux rouages de la vie administrative, institutionnelle et économique.</p>	Ministère de l'éducation	Formal



S'agissant du second cycle, l'élève doit être capable de porter des jugements de valeur sur les événements de la vie politique nationale et internationale, **d'intégrer et de partager les idéaux de coopération, de solidarité et de paix.** Pour ce qui est de l'enseignement du concept de la personne humaine qui est une partie du programme de la classe de sixième, ce concept inclut les notions de **droits de l'homme, de dignité et d'identité de la personne humaine.** Cette partie du programme de l'ECM vise à **cultiver chez les jeunes le sentiment du respect de l'autre, d'amour, de tolérance, de paix, de solidarité,** en quelques mots, faire prendre conscience aux jeunes de l'important rôle que jouent les valeurs éthiques dans la **promotion d'une société de justice et de paix.** **Ces objectifs semblent jusque là pas encore atteints.** »

### **Analyse des problèmes de l'enseignement de l'ECM**

Le souci de l'atteinte des objectifs en ECM conduit à des pistes de formation des enseignants de cette discipline car les recherches effectuées jusqu'à lors informent suffisamment sur les savoirs et compétences dont les enseignants auraient besoin pour construire leur professionnalisme, selon le dispositif et le niveau scolaire concerné (Maria PAGONI 2009). La participation des élèves dans la vie scolaire semble justement être vivement recommandée ces dernières années dans les programmes officiels et les curricula de manière générale. Cet intérêt s'explique aussi bien du point de vue politique que du point de vue pédagogique. On parle ainsi d'une citoyenneté participative.

L'éducation à la citoyenneté est sans doute l'un des projets pédagogiques les plus difficiles, voire les plus délicats tant à élaborer qu'à en assurer la mise en œuvre. Dans le système éducatif camerounais, c'est une discipline dont l'enseignement connaît un certain nombre de problèmes relatifs aux méthodes d'enseignement et au temps alloué à son enseignement.

#### **- Le manque de ressources pédagogiques**

Les outils nécessaires à un enseignement de qualité de l'ECM ne sont pas disponibles. Certains établissements n'offrent pas aux enseignants la documentation nécessaire pour une bonne préparation des leçons. Une situation fort regrettable lorsqu'on sait que leur faible pouvoir d'achat ne leur permet pas de s'en procurer facilement. Si l'enseignement commence avec le livre, on déplore la triste réalité selon laquelle plus de la moitié des élèves inscrits dans les écoles n'ont pas accès au livre d'ECM tout simplement parce qu'il n'y a pas une politique visant à rendre le livre scolaire disponible et accessible. Il n'y a de livre homologué au programme pour l'enseignement de l'ECM, chaque établissement a la latitude de choisir son livre, ce qui n'est pas pour faciliter le respect du programme officiel, il y a donc nécessité d'homologation du livre d'ECM.

#### **- Le manque de personnel formé dans le domaine**

Très souvent, le personnel enseignant de l'ECM n'est pas outillé en matière de didactique. Généralement, ce sont des enseignants d'autres disciplines qui sont désignés pour assurer les enseignements bien que n'étant pas toujours formés à cet effet. Ils sont certes dépositaires d'un background nécessaire en pédagogie, mais celui-ci n'a rien de commun avec cette filière des sciences humaines, c'est-à-dire que, bien que dotés de la formation de base dans leurs spécialités, ce sont des enseignants d'emprunt qui officient en complément d'effectif dans les départements pédagogiques qui ne sont pas les leurs. Ils sont utilisés hors de leur domaine de compétence, soit pour résorber un déficit quantitatif, soit pour compléter le quota horaire hebdomadaire qui leur est exigé. Ce sont les enseignants d'histoire et de géographie qui dispensent les cours d'ECM dans nos établissements secondaires, ce qui expliquerait le peu d'engouement que manifestent les apprenants concernés. Pour éviter un tel désagrément, il est plus souhaitable que l'enseignement de

<p>cette discipline soit assuré par le personnel technique , les enseignants professionnels en la matière.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'inadéquation des méthodes d'enseignement</b></li> </ul> <p>La pédagogie est plus que jamais nécessaire de nos jours. Toute réflexion pédagogique ou didactique doit être orientée vers la recherche des voies et moyens pouvant aider à gagner cette cause. Le fondement du programme de l'éducation à la citoyenneté et à la morale est une réflexion sur la manière dont se construit l'individu dans une institution scolaire, dans le milieu familial, dans une communauté et globalement dans un Etat donné. Il est souhaitable d'utiliser des méthodes qui puissent permettre d'atteindre les objectifs du programme par un enseignement vivant, concret, qui, tout en suscitant l'intérêt des élèves, favorise la réflexion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le temps d'enseignement insuffisant</b></li> </ul> <p>En prenant en compte les objectifs assignés à cette discipline et le temps qui est alloué à son enseignement, notamment une session hebdomadaire d'une heure, il est bien difficile de pouvoir produire l'impact souhaité sur les apprenants qui la trouvent très technique et donc très ennuyeuse.</p> <p>En partant des problèmes sus-évoqués et compte tenu de la méthode expositive ou transmissive qui est le plus souvent utilisé dans l'enseignement de L'ECM, il s'avère qu'il nécessité à revoir les méthodes d'enseignement de cette matière pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en intégrant des TIC dans son enseignement. »</p> <p>Source : <a href="http://tsogoli.over-blog.com/article-memoire-chapitre-2-la-didactique-de-l-education-a-la-citoyennete-et-a-la-morale-53286995.html">http://tsogoli.over-blog.com/article-memoire-chapitre-2-la-didactique-de-l-education-a-la-citoyennete-et-a-la-morale-53286995.html</a></p>		
<p><b><u>Ecole Instrument de Paix EIP – Cameroun</u></b></p> <p><b>Peace Clubs</b></p> <p>EIP Magazine - <i>Bulletin d'information et d'éducation aux droits humains de la section camerounaise de l'Ecole Instrument de Paix</i></p> <p>Source : <a href="http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/cameroun/Mag_6/Mag_6a.pdf">http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/cameroun/Mag_6/Mag_6a.pdf</a></p> <p>Site Officiel EIP : <a href="http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/cameroun/cameroun.html">http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/cameroun/cameroun.html</a></p>	EIP – Cameroun	Formal & Non-Formal

## Country: Central African Republic

<b>Policy</b>	<p>« Pour l'essentiel, les orientations majeures de la politique nationale d'éducation condensées dans la Loi d'Orientation de l'Education du 17 Décembre 1997 sont prises en compte dans le pilier 4 du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) intitulé : « Développer le capital humain ». Il y est précisé la finalité du nouveau type d'éducation, à savoir former des hommes et des femmes compétents, imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles et civiques, <b>capables de créer une nouvelle société centrafricaine solidaire, démocratique, prospère et pacifique.</b> » (Stratégie Nationale du Secteur de l'Education, 2008, p. 8)</p> <p>“L'organisation du service public de l'enseignement est faite conformément aux principes suivants: la neutralité par rapport à toutes considérations partisane, religieuse ou philosophique; la non-discrimination entre les usagers; la lutte contre l'exclusion scolaire; la culture de l'esprit de partenariat ; la promotion de l'unité et de la <b>tolérance</b> ; et la formation aux grandes valeurs éthiques. Les finalités du système éducatif centrafricain découlent d'un choix dicté par un ensemble de facteurs propres au pays, mais n'excluant pas les valeurs universelles. En conséquence de ce choix, l'école centrafricaine vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inculquer au jeune les valeurs éthiques et morales propres à assurer son intégration harmonieuse dans la société (intercompréhension, tolérance, sens de la dignité et de l'honneur, sens de la discipline et l'amour du travail bien fait, honnêteté et intégrité) ;</li> <li>- Rendre le jeune apte à s'assumer comme être autonome, membre d'une famille, d'une collectivité et d'une nation et ouvert à la modernité et à l'universel ;</li> <li>- Lutter pour la sauvegarde de l'environnement ;</li> <li>- Promouvoir les connaissances scientifiques et techniques ;</li> <li>- Assurer la promotion de la culture national et la protection de l'identité culturelle ;</li> <li>- Favoriser l'intégration des minorités nationales notamment les pygmées et les peuls, groupes ethniques quelque peu marginalisés.</li> </ul> <p>La loi n° 97/014 du 10 décembre 1997 stipule que « l'accès à l'instruction, à la culture et à la formation professionnelle est garanti à l'enfant et à l'adulte sans considération du sexe, de rang social, d'ethnie, de religion ou d'appartenance politique ». (article 1). « L'éducation préscolaire, les écoles fondamentales, les établissements d'enseignement secondaire, supérieur et les centres d'éducation non formelle, contribuent par la transmission du savoir, du savoir-faire et du savoir être à favoriser l'égalité entre l'homme et la femme, l'égalité des chances et la <b>promotion de la paix</b> ». (article 4) ». (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 2)</p>
<b>Source</b>	<p><b>Stratégie Nationale du Secteur de l'Education, République Centrafricaine (2008) document élaboré par le Ministère de l'Education</b>  <a href="http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Central%20African%20Republic/CAR_education_strategy_2008_2020.pdf">http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Central%20African%20Republic/CAR_education_strategy_2008_2020.pdf</a></p> <p><b>Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE</b>  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Central_African_Republic.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Central_African_Republic.pdf</a></p>

MATERIALS/Methodologies/Approaches	STAKEHOLDERS	Formal/Non Formal
<p><b>Discours du Ministre de l'Education – 34<sup>ème</sup> Session de la Conférence Générale de l'UNESCO</b></p> <p>« L'Organisation et ses Etats membres doivent assumer la lourde responsabilité morale et éthique de <b>transmettre aux générations appelées à nous succéder une planète de paix.</b></p> <p><b>Les bases d'un tel objectif doivent être jetées à partir de l'école.</b> C'est pourquoi le Gouvernement centrafricain souhaite vivement que l'UNESCO soutienne de manière continue <b>l'élaboration des curricula axés sur l'éducation à la citoyenneté</b> qu'elle a entreprise en 2007 »</p> <p>Source :  <a href="http://portal.unesco.org/en/files/40600/11931431811Central_African_Republic.pdf/Central%2BAfrican%2BRepublic.pdf">http://portal.unesco.org/en/files/40600/11931431811Central_African_Republic.pdf/Central%2BAfrican%2BRepublic.pdf</a></p>	Ministère de l'Education	Formal
<p><b>Education à la Citoyenneté et Promotion de la Culture de la Paix pour la Coexistence Pacifique dans les Communautés et les Ecoles (2011-2012)</b></p> <p>Source : UNHCR <b>(exact link to be confirmed)</b></p>	UNHCR Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales. Ministère de la Communication du Civisme de la Réconciliation Nationale et du Suivi du Dialogue	Formal and non Formal
<p><b>Bangui, Central African Republic : Youth organize for the culture of peace and national unity</b></p> <p>an article by Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme en République centrafricaine</p> <p>“The youth of Central African Republic organized a <b>conference debate for consciousness development, national unity and peace</b>, on Wednesday and Thursday 16 and 17 January 2013 in Bangui. The activity is organized within the framework of the celebration of the National Youth Week 2013 edition. <b>"Youth stand up for the emerging Central African Republic"</b> is the theme for the activities.</p> <p>According to Lepetit-Jacques, a technical school student, this conference is an opportunity for them to talk and to discuss problems that plague youth. "We are often the target of many things, among others, enlistment in armed conflict and the</p>	Various Youth organizations	Non-Formal

<p>violation and disrespect of the rights of children," he emphasized. To resolve this issue, "we must cultivate patriotism, love of our neighbors, be informed about the situation in the country and get a good education, because education is a weapon for the development of youth," he noted. In his explanations, Lepetit-Jacques said that "malice, racism and lack of love", are the true sources of danger to the Central African Republic. To combat these evils, "it is necessary to cultivate love, unity and dedication to work," added the young technical school student.</p> <p>As the president of the <b>Central African Student Association (ANECA)</b>, Junior Pabanzi, young people are the target of events and politico-military movements that destabilize the country. "Youth is subject to recruitment into armed groups, strikes by workers, and peace marches. "The youth of Central African Republic is divided," he said simply. For him, "the youth leaders must take responsibility to raise consciousness among young people, to guide them, engage them, and unite them for the progress of the country."</p> <p>Source: <a href="http://cpnn-world.org/cgi-bin/read/articlepage.cgi?ViewArticle=1104">http://cpnn-world.org/cgi-bin/read/articlepage.cgi?ViewArticle=1104</a></p>		
---	--	--

## Country: Chad

<b>Policy</b>	<p>« Le système éducatif a pour mission d'éduquer, d'instruire et de former les jeunes en vue de leur insertion socioprofessionnelle. Il a pour ambition de développer en eux l'amour de la Patrie, la conscience de l'identité nationale, le sentiment d'appartenance à une civilisation aux dimensions nationale et africaine, en même temps qu'il renforce l'ouverture sur la civilisation universelle. Le système éducatif a aussi pour mission d'enraciner l'ensemble des valeurs civiques et morales partagées par les tchadiens et qui sont fondées sur la primauté du savoir, du travail, de la solidarité, de la tolérance et de la modération ; Il est garant de l'instauration d'une société démocratique, profondément attachée à son identité culturelle, ouverte sur la modernité et s'inspirant des idéaux humanistes et des principes universels de liberté, de justice sociale et des droits de l'homme (article 12)</p> <p>Le système éducatif a pour finalités de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmettre au citoyen les valeurs spirituelles, morales, civiques, physiques, culturelles et intellectuelles et de développer en lui les principes de démocratie et d'unité nationale ;</li> <li>- Assurer la promotion des ressources humaines en vue de permettre au citoyen tchadien de s'épanouir et de jouer son rôle de moteur dans le processus de développement économique, social et culturel de son pays ;</li> <li>- Développer en lui l'esprit de solidarité, de justice, de tolérance et de paix ;</li> <li>- Créer et stimuler l'esprit d'initiative et d'entreprise ;</li> <li>- Renforcer l'intérêt et les dispositions de l'élève pour les activités pratiques, artistiques, culturelles, physiques et sportives (article 13). » (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 2) <p>« Jusqu'en 2008, le Centre national des curricula (CNC) a réactualisé les programmes du primaire, du moyen et du secondaire, édité les manuels de lecture, calcul, sciences et civisme ; la majorité des élèves sont par conséquent, dotés de différents manuels. La politique curriculaire en vigueur a introduit plusieurs innovations pédagogiques basées sur des connaissances et des compétences nouvelles à faire acquérir à l'enfant. Il s'agit en particulier de : l'éducation à la vie familiale et en matière de population ; l'éducation environnementale ; l'éducation aux valeurs ; l'éducation au VIH et SIDA et les infections sexuellement transmissibles ; l'éducation à la santé.... Dans les établissements d'enseignement secondaire, on a considéré le développement de l'éducation à la citoyenneté par la vulgarisation du nouveau programme d'éducation civique et la restauration de l'enseignement civique » (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 11)</p> </li></ul>
<b>Source</b>	<p>Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Chad.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Chad.pdf</a></p>

MATERIALS/Methodologies/Approaches	STAKEHOLDERS	Formal/Non Formal
<p><b>Programme : Promotion de la Paix et de la Citoyenneté</b></p> <p><b>Réseau Pour La Promotion de la Paix et de la Citoyenneté au Tchad (REPPACT)</b>  Ville : Ndjamena, Tchad  Coordinateur du réseau : Abderamane Ali Gossoumian</p> <p>« Depuis 2002, une concertation informelle est organisée au sein des organisations de jeunesse ouvrant dans le domaine de la paix et de la citoyenneté à N’Djamena. Les échanges et réflexions ont été constructifs et ont permis de favoriser une nouvelle dynamique dans le travail collectif qui existait entre ces associations, mais également de faire un état des lieux et d’identifier les enjeux relativement à la question de la participation des jeunes Tchadiens aux actions citoyennes. Trois années plus tard (2005), six associations, APAD, ADJ R, ASCT, COPES, JEC, Société des Abeilles, se sont engagées à travailler ensemble afin de mieux renforcer leur collaboration, mais aussi de favoriser une synergie d’action dans le cadre de la construction de la paix et de la promotion des valeurs citoyennes et démocratiques. Ainsi, elles ont décidé de mettre en place le REPPACT, qui représente un espace de mise en valeur des compétences et de complémentarité.</p> <p><b>Objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la formation à la culture de la paix dans les écoles et les quartiers ;</li> <li>• la promotion du dialogue interculturel ;</li> <li>• le plaidoyer pour l’application des conventions internationales en faveur de la réduction de la violence ;</li> <li>• la collaboration et le travail en synergie avec des réseaux locaux, sous régionaux et internationaux dans le cadre du plaidoyer, de la recherche, du monitoring pour la paix dans le monde. » (p. 17)</li> </ul> <p>Source : UPeace Afrique for UNESCO : <i>Collection des meilleures pratiques en éducation pour une citoyenneté mondiale en Afrique centrale</i> (Year unknown)</p>	Réseau Pour La Promotion de la Paix et de la Citoyenneté au Tchad (REPPACT)	Formal & Non-Formal
<p><b>SportWorks Chad</b></p> <p>“Since 2003, the crisis in Darfur has displaced an estimated 1.6 million people and caused over 210,000 refugees to cross the border into Eastern Chad. There, inter-ethnic clashes and scarce resources have led to increasing numbers of internally displaced Chadians. In the refugee camps, it is difficult to keep children and youth occupied, making them vulnerable to enrollment in armed factions. International humanitarian organization <b>Right To Play’s SportWorks Chad</b> program uses sport and play programs to improve health and <b>build life skills</b> among children in participating refugee camps and host communities. <b>Games and activities promote peace-building and community cohesion and teach conflict resolution skills, focusing on teamwork, fair play, and inclusion and integration of different ethnic groups.</b> Special community play days are organized with “No Winner, No Loser” competitions that encourage the spirit of peace and fair play and often feature</p>	Right To Play	Non-Formal

<p>peaceful messages from influential religious, traditional or local authorities. To date, more than 400 local coaches have been trained and they lead regular sport and play activities for 7,716 children and youth. The activities provide participants with a more structured and normalized environment as well as opportunities to develop peace-building skills. This has led to increased school enrollment and fewer youth joining armed groups, because they are reluctant to give up their sport activities.” (p. 218)</p> <p>Source: <a href="http://www.righttoplay.com/International/our-impact/Documents/Final_Report_Chapter_6.pdf">http://www.righttoplay.com/International/our-impact/Documents/Final_Report_Chapter_6.pdf</a></p>		
<p><b><u>RET’s Life Skills programme</u></b></p> <p>“On the 15th November, Eric Schwartz, the Assistant Secretary of State for the U.S. Government’s Bureau for Population, Refugees and Migration (BPRM) made a visit to the RET centers in the Hadjer-Hadid camp in Chad.</p> <p>Mr Schwartz was told by our staff how the BPRM funded programme has developed from a <b>non-formal Life Skills programme</b> in 2005 through a formal Grade 8 programme which enables students to progress onto secondary level education, to now include formal secondary schooling with certified examinations by the Sudanese Ministry for Education (meaning that students will not have to travel to Darfur to take the exams), and access to Secondary Education through Distance Learning (SEDL). The Assistant Secretary was especially impressed with the RET’s programmes, and spoke to a few of the 37 assembled students at the youth centre, asking them about what they are learning, how the programme has impacted their lives and those of their families, and what they intended to do afterwards...</p> <p>One male student discussed his history in the camp, telling Mr. Schwartz how he had been in Hadjer-Hadid for seven years, and when he’d first arrived he had had little knowledge of how to read and write, but he enrolled in the <b>RET’s Life Skills programme</b> and after three years took the Grade 8 exam, and upon passing that was able to proceed to secondary school. Next year he will take his final exams and hopes to be able to move onto university after that. Another student told Mr. Schwartz how she had arrived in the camp unable to read and write, but now being enrolled in secondary school has given her hope of one day becoming a doctor.</p> <p>The BPRM programme in the refugee camps in Chad has afforded protection and security through education for the youth living there for five years now, and over those years the number of girls attending has risen from 7% of the student body to over 50% currently enrolled in the Life Skills programme. The RET is the key provider of education for refugee youth in the Eastern Chadian camps, and we hope to continue with the successes and achievements in the coming years.”</p> <p>Source: <a href="http://theret.org/fr/news/2010/11">http://theret.org/fr/news/2010/11</a></p>	<p>Refugee Education Trust (RET) Support : U.S. Government’s Bureau for Population, Refugees and Migration (BPRM)</p>	<p>Non Formal and Formal</p>
<p><b><u>Promotions of human rights, peace and democracy through the school system (Chad, Niger – 2001-2002)</u></b></p>	<p>UNESCO-DANIDA UNESCO headquarters</p>	<p>Formal</p>



<p>“Within the context of the UNESCO-DANIDA Framework Agreement, a sub-regional project was designed with the view to promote human rights, peace and democracy through the school system and to contribute to the development of democratic practices in three countries of <b>Western and Central Africa: Chad, Niger and Central African Republic</b>.</p> <p>The choice to develop a sub-regional project in these three countries was made on the following assumptions: they are all categorized as LDC's, they are geographically located in the sub-Saharan region, they are more or less experiencing the same type of democratic transition (from a military regime to a civil one), and they have adopted educational policies which emphasize the fundamental role of education in the building of a democratic society. With these assumptions, needs assessment missions were organized in the three countries concerned: Chad (April and November 2000) Central African Republic (May 2000), Niger (February 2000). In each country, meetings were held with the national authorities (essentially Ministries of education) and other potential stakeholders (NGOs, local associations) and partners (UN agencies, Bilateral donors including DANIDA's representations in those countries) in order to identify the needs and to define appropriate plans of action, taking into account the sub-regional character of the project and the specificities on each country. The missions came up with recommendations regarding the objectives and modalities of implementation of the project at national and sub-regional levels. A final project document was elaborated and submitted to national authorities for review and approval. In 2001, a cooperation agreement was signed between UNESCO and each country.</p> <p>According to the Project document approved by UNESCO and the national authorities (cf. Plans of operations), the project was intended to <b>promote the teaching of peace, human rights and democracy in the school system</b> through the following activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- the elaboration of national strategies of education for peace, human rights and democracy with the view to revising and adapting the curricula of primary and secondary schools;</li> <li>- the development of instructional materials for integrating human rights and democracy into the school curriculum;</li> <li>- the training of teachers and key personnel both at national and at sub-regional levels, and the renewal of teaching methods.</li> </ul> <p>Following the decision of the funding agency (DANIDA) to phase out its assistance to this project by the end of 2002, the scope and objectives of the project were revised and a new work plan was elaborated. <b>The project focused on the elaboration of a national strategy and on the development of teaching materials.</b> Geographically, it was also decided that the project would cover only two countries: <b>Niger and Chad</b> where the educational authorities had already initiated the <b>revision of the curriculum in order to introduce peace and human rights education into the school system.</b> Moreover, Central African Republic was entering a period of civil turmoil and the subsequent political instability was considered as a major impediment to the implementation of the project.” (p. 4)</p> <p><b>“Findings and Lessons Learned:</b></p> <p>The project has achieved significant results in terms of production of educational materials, mobilizing national partners and raising awareness of the importance of human rights, peace and democracy education. It has also contributed to the strengthening of capacity-building of these countries (For example, local personnel are now conducting training sessions</p>	<p>and fields offices (mainly the UNESCO Regional Bureau for Education, BREDA) Ministries of Education</p>	
--	--	--

<p>themselves, without being assisted by international experts). The importance of this kind of projects has been stressed by the involvement that Member States showed since the beginning of its implementation. The national authorities were very committed to the process of integrating <b>Education for Human Rights, Peace and Democracy</b> into their curricula and management structures. However, its long term sustainability could not be achieved because of the lack of resources from the Government. As a matter of fact, where external funding was withdrawn, the Government was not able to continue the project.” (p.5)</p> <p>Source: <b>Education for Peace, Human Rights and Democracy / Chad &amp; Niger – Final Report (2002)</b></p>		
--	--	--

## Country: Democratic Republic of the Congo\*

<b>Policy</b>	<p>« Depuis les changements politiques intervenus le 17 mai 1997, le gouvernement conscient de l'état de détérioration du système éducatif, s'est attelé à l'élaboration d'un Plan-cadre national pour la reconstruction du système éducatif. Ce plan définit la finalité du nouveau type d'éducation et détermine les axes fondamentaux sur lesquels repose le nouveau système éducatif. Ainsi la finalité du nouveau type d'éducation est de former des hommes et des femmes compétents, imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles, civiques et artisans créatifs d'une <b>nouvelle société congolaise, démocratique, solidaire, prospère et pacifique</b>. [...] Selon la loi-cadre de 1986, l'enseignement national a pour finalité la formation harmonieuse de l'homme congolais, citoyen responsable, utile à lui-même et à la société, capable de promouvoir le développement du pays et la culture nationale. Sur la base de la Charte de l'éducation (1992), l'école doit donc former des citoyens producteurs, créatifs, cultivés, consciencieux, libres et responsables, ouverts aux valeurs sociales, culturelles, esthétiques et spirituelles. Pour ce qui est de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, la vision est de construire un système d'éducation inclusif et de qualité contribuant efficacement à la croissance économique, à la lutte contre la pauvreté et à la <b>promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active</b>. La finalité du système éducatif est de former des hommes et des femmes compétents, imprégnés <b>de valeurs humaines, morales, spirituelles, civiques</b>, créatifs et désireux de bâtir une nouvelle société congolaise démocratique, solidaire, prospère et <b>pacifique</b>. Il s'agit avant tout de libérer l'homme de toutes les pesanteurs qui l'empêchent de participer efficacement au développement de son pays, en lui inculquant le savoir, le savoir-faire et le savoir-être qui constituent le socle de la vie en société (MEPSP, 2010) ». (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 2)</p> <p>« Dans le cadre de l'éveil patriotique, les programmes d'histoire et géographie ont été revus en 2000 pour les adapter aux réalités nationales. Le programme d'éducation civique et morale a été réécrit afin d'élaguer tout ce qui est anachronique et dépassé, et a été enrichi avec des nouvelles notions comme celles portant sur le droit de l'homme, le droit de l'enfant, <b>la culture de la paix</b>, la bonne gouvernance, la justice, la démocratie, etc. Le programme national d'études a été actualisé en 2005 avec l'introduction de l'approche basée sur les compétences et la prise en compte des aspects relatifs au genre, à l'environnement et au VIH et SIDA. Pourtant, ce programme n'est pas encore disponible dans toutes les écoles, notamment en milieu rural (MEPSP, 2010) ». (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 12)</p> <p>« <b>Education civique et morale</b> : éveiller et développer le sentiment patriotique ; participer à la promotion de la culture nationale ; s'imprégner des vertus de l'humanisme communautaire (esprit de solidarité et de partage) ; devenir respectueux des biens communs, des lois et règlements, notamment des droits fondamentaux de la personne et de l'enfant en <b>promouvant la paix</b> et la coopération internationale ; s'intégrer dans la communauté nationale et internationale ; devenir meilleur et s'adapter progressivement à la vie sociale ». (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 13)</p>
<b>Source</b>	<p><b>Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE</b>  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Democratic_Republic_of_the_Congo.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Democratic_Republic_of_the_Congo.pdf</a></p>

MATERIALS/Methodologies/Approaches	STAKEHOLDERS	Formal/Non Formal
<p><b>Education in Emergencies and Post-Crisis Transition (EEPCT) programme</b></p> <p><b>“Results:</b> Advocacy through local committees and the media, manuals, trainings, kit prepositioning, Accelerated Learning Programs, <b>Early Childhood Centers and mobile teams focused on peace education</b>, parents’ involvement, early preparedness and response, capacity building and life skills. As a result, <b>149 teachers in 20 schools were trained in peace education</b>; Early Preparedness &amp; Response Plans (EPRP), a Good Practices Manual and Education Cluster Guidelines were created; 10,031 students (4,849 girls) benefited from the training of 273 teachers in 27 schools in psychosocial areas; 120 parent committee members were trained in administrative and financial management; 679 children (483 girls) received psychosocial support through a Mobile Team; 4 Protection Committees supported 14,065 children (7702 girls); 660,000 conflict-affected children in the east of DRC have benefited from education, 5 Early Childhood Centers were established benefiting 377 children (156 girls); 6,845 kits were prepositioned for 273,000 children; 128 teacher kits, 168 didactic kits and 213 recreational kits benefited 1,280 teachers; 11 Accelerated Learning Centers supported 2,459 children (1232 girls); 3,049 6 grade primary school IDPs were supported; 8,870 children received life skills education and 273,000 children received school materials.</p> <p><b>Key Programming:</b> Peace education, early preparedness and response, Education Cluster, back-to-school, ALC, Early Childhood Centers, <b>life skills</b>, psycho-social, IDP” (p. 73)</p> <p>Source: <b>Education in Emergencies and Post-Crisis Transition: 2010 Consolidated Progress Report (2011)</b> Available at: <a href="http://www.educationandtransition.org/wp-content/uploads/2011/07/2010_EEPC_T Consolidated_Report_30June2011.pdf">http://www.educationandtransition.org/wp-content/uploads/2011/07/2010_EEPC_T Consolidated_Report_30June2011.pdf</a></p>	<p>UNICEF Major Partners: Government of the Netherlands, World Bank, UNESCO, DFID, USAID, MEPSP Ministère de l’Education Primaire, Secondaire et Professionnelle / Ministry of Education (MoE), DIVAS Division des Affaires Sociales/Ministry of Social Affairs, Save the Children, OXFAM GB, Handicap International Belgique Ecuador</p>	<p>Formal and Non Formal</p>
<p><b>Ecole Instrument de Paix (EIP) - CONGO (2004)</b></p> <p>« L’Ecole Instrument de Paix, section nationale de la République Démocratique du Congo, en sigle E.I.P/CONGO, a vu le jour le 28 novembre 1998 à la suite de la première session de formation des enseignants des écoles primaires, secondaires et professionnelles de Kinshasa organisée à Kinshasa en avril 1998 avec l’appui de ASBL Humanisme et Solidarité. »</p> <p>« Pour ce premier Numéro, nous avons sélectionné plusieurs articles qui nous ont paru particulièrement importants, notamment la paix et les conflits : revers d’une même médaille; la crise de croissance comme obstacle à l’effort éducatif ; les violations des droits de l’enfant dit « sorcier». Un bref historique de l’EIP-Congo ainsi que les activités réalisées dans nos écoles en 2003 et 2004 permettront aux membres, aux ONG et à toute personne intéressée de prendre conscience de l’importance des actions de l’EIP pour promouvoir la justice, le respect des droits fondamentaux et la paix au Congo. »</p> <p><b>Activités Réalisées dans nos écoles :</b></p>	<p>Ecole Instrument de Paix (EIP) Congo</p>	<p>Formal/Non-Formal</p>

<p><b>&gt; Institut Bambous I (Masina Petro--Congo, Kin—Est)</b>  <b>Création du Club EIP/Bambous</b>  Le 28 novembre 2003, un club a vu le jour à l'Institut I Bambous à Masina Petro-Congo, Kin Est. Ce club comprend pour le moment 28 membres tous élèves, encadrés par le formateur Jacques Lukuku, le Club EIP a comme mission première:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffuser la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans les écoles.</li> <li>- Promouvoir les valeurs de tolérance, la liberté, la paix, l'amour à l'école.</li> <li>- Promouvoir la mission de l'école à enseigner l'égalité, la tolérance, la liberté, la paix, la non discrimination.</li> </ul> <p><b>Séminaire de formation des membres du Club EIP/Bambou :</b>  Le samedi 06 décembre 2003, l'égide du centre d'éducation à la citoyenneté (Cec) Monsieur Jacques LUKUKU, formateur a animé en faveur de 28 membres du club EIP/Bambous, un séminaire sur le thème: EIP, sa philosophie, sa mission.</p> <p><b>&gt; Institut Bumba Moaso (Lemba Salongo, Kin-Est)</b>  La restitution de la quatrième session de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix pour les professeurs des écoles primaires, secondaires et professionnelles de Kinshasa.  En date du 04/12/2003, une réunion pédagogique s'est tenue à l'Institut Bumba Moaso à Lemba, Kin-Est, réunion présidée par le chef d'établissement, préfet des études en présence du délégué de la sous-division provinciale de Lemba, Kin-Est.  Au premier point, l'assistance a suivi avec attention le rapport de la quatrième session de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix, organisée par Humanisme et Solidarité avec la coopération de Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale (LHAC) du 04/11 au 08/12/2003. Quelques aspects ayant trait à la pédagogie ont été débattus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le concept de l'injustice et du droit</li> <li>- L'impunité et la lutte contre celle-ci</li> <li>- La pédagogie et les droits de l'enfant</li> <li>- La défense du statut de la femme</li> <li>- Etats des lieux de discipline</li> <li>- Elaboration d'un règlement d'ordre intérieur</li> <li>- Les jeunes et l'école, quel projet pratique ?</li> </ul> <p>Une conclusion pratique découle de ce rapport:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La justice ne doit souffrir d'aucun manquement tant au niveau du personnel qu'au niveau des élèves. L'enfant étant au centre de l'éducation, ses droits sont à respecter tels que mentionnés dans la C.D.E.</li> <li>- L'école, étant le lieu d'apprentissage, elle doit lutter contre l'impunité en commençant par les autorités qui sont les modèles à suivre.</li> <li>- La pédagogie doit tenir compte des droits de l'enfant, car elle vise à former le citoyen du demain.</li> <li>- L'école doit éviter la discrimination et doit encourager les jeunes filles à participer activement dans l'acte éducatif.</li> <li>- La discipline doit être exempte de violence tant corporelle, gestuelle que verbale.</li> </ul>		
--	--	--

<p>- Le règlement d'ordre intérieur de l'Institut a été revu et retouché pour une meilleure application de ce qui a été débattu pendant le séminaire de formation aux droits et à la paix. Par NSAMWENE Angèle Formatrice et membre de l'EIP/Congo »</p> <p>Source : <b>BULLETIN Ecole Instrument de Paix (EIP) - CONGO 2004</b>  <a href="http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/Congo/bulletin2004.pdf">http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/Congo/bulletin2004.pdf</a>  <a href="http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/Congo/Congo.html">http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/Congo/Congo.html</a></p>		
<p><b><u>The Team: television series</u></b></p> <p>Goals:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Increase tolerance, cooperation and national unity in societies traditionally wracked by conflict.</li> <li>- Encourage dialogue instead of violence to address conflicts and differences.</li> <li>- Develop and expand the creative and technical capacities of local writers and technicians.</li> </ul> <p>Outreach and evaluation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Social media tools will be used for outreach and to receive audience feedback.</li> <li>- Evaluation Surveys will be conducted pre- and post-broadcast.</li> <li>- Focus groups and case studies will be utilized to gather information on program impact.</li> </ul> <p>What makes <i>the Team</i> so innovative?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>The Team</i> uses popular culture to communicate positive messages. Well-crafted, entertaining programming can have a profound impact on how people think about themselves, their neighbors, and their society. Using this “edutainment” medium, The Team is able to promote co-existence and connect with a broad and diverse audience otherwise hard to reach.</li> <li>- The series portrays positive role models and young people taking responsibility for their actions.</li> <li>- In rural areas where TV is not accessible, mobile cinema screenings are set up for public showings, followed by moderated discussions.</li> <li>- Each TV series will have a companion radio series to expand the program’s reach.</li> </ul> <p>“In its multi-nation, episodic drama <i>The Team</i>, Search for Common Ground has merged the global appeal of soccer/football* with soap opera to help transform social attitudes and diminish violent behavior in countries grappling with deeply rooted conflict. The television series addresses the very real divisive issues facing societies in a dozen African, Asian and Middle Eastern countries, using sport as a unifier to surmount barriers. Each production of The Team follows the characters on a football team who must overcome their differences – be they cultural, ethnic, religious, tribal, racial or socio-economic – in order to work together to win the game. <i>The Team</i> rings true for viewers, given that all of the series are created and produced locally. Actors and scriptwriters, who have experienced violent conflict and divisions firsthand, are drawn from local populations in countries like Kenya, Morocco and Cote d’Ivoire. Local production companies and technicians take the lead, with additional technical assistance and support from Common Ground Productions.”</p>	<p>Search for Common Ground</p>	<p>Non-Formal</p>

<p>DVDs of the series will be distributed through local associations, community groups, schools, religious groups and universities.                  Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/cgp/the-team.html">http://www.sfcg.org/programmes/cgp/the-team.html</a></p> <p><b>Evaluation:</b>                  Since conducting the baseline research for <i>L'Equipe</i> (The Team) in July 2010, <i>L'Equipe</i> Season One (12 episodes) was aired from The 27th August 2010 to the 31st March 2011 on Digital Congo, a national wide broadcasting station. Local broadcasters (18) started a month later and aired the series until late April 2011. Season Two (7 episodes) was aired at RTNC a National wide broadcasting station form the 3rd October 2011 to early January 2012. Local broadcaster (10 TV station aired in the same period). SMS quiz around the 7 seven episodes has been organized with the national wide broadcaster, and mobile cinema screenings were organized in different parts of the country.  <i>L'Equipe</i> DRC Logframe (see Appendix A) had four major areas of focus: 1) improved citizen involvement with governance; 2) improved knowledge, attitude and behavior related to the themes addressed in the drama; 3) improved government response to issues addressed in the drama; and, 4) improved civil society and media response to the same issues. Accordingly, the research team attempted four final evaluation research methods to measure the achievement of these objectives: 1) a public citizen survey; 2) key informant interviews with government and civil society officials; 3) assessment of outreach activities; and, 4) cases of change and transformation due to the effect of <i>L'Equipe</i>.                  The results of the final evaluation show that <i>L'Equipe</i> in the DRC has succeeded indeed in transforming the attitudes and actions of citizens. The results of this final evaluation have shown, quantitatively more than qualitatively, that the TV drama influenced the views and attitudes of many. This became evident via comparative analyses of the results for those who watched the drama, those who did not watch, and those who responded at the baseline stage.”</p> <p><a href="#">Read the Key Findings</a> [English]  <a href="#">Read the Evaluation Report</a> [English]</p>		
<p><b><u>Génération Grands Lacs (Radio Programs)</u></b></p> <p>“Generation Grands Lacs (Great Lakes Generation) is an hour-long weekly radio program produced by Search for Common Ground, working with local radio stations in Rwanda, Burundi and the Democratic Republic of Congo. The project supports peace between countries in the region, breaking down stereotypes and encouraging dialogue between Rwandan, Burundian and Congolese university students – the next generation of leaders in the Great Lakes. The program is recorded live every Saturday, hosted by a partner radio station in the region, and features interviews with key experts on a theme in the news. Young people are invited to call in, debate and share their – sometimes surprising – viewpoints. Through these on-air discussions, listeners discover the diversity of opinions both within their own country, and in neighboring countries, revealing that monolithic stereotypes of “others” oversimplifies the real challenges facing the region, and presents an impediment to a brighter future. Since August 2008, the program has begun to incorporate a Great Lakes Action segment – prerecorded journalistic reports on youth taking this spirit a step further and taking action to improve among the region’s diverse residents.”</p>	<p>Search for Common Ground                  Partner Radio Stations:                  RTG@ in Kinshasa                  Mishapi Voice TV in Goma                  Radio Isango Star in Kigali                  Radio Salus in Butare                  Radio Isanganiro in Bujumbura</p>	<p>Non-Formal</p>

<p>Source <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf</a></p> <p>“<i>Génération Grands Lacs</i> aims to create a space where youth can share their experiences <b>and collaborate together on solutions to issues relevant to their lives</b>. It targets university-level youth in Rwanda, Burundi, and Democratic Republic of the Congo. Coordinated by SFCG, the program is produced by young journalists from five partner radio stations from the three participating countries. The program airs live for an hour each Saturday, with young people encouraged to participate through phone calls, SMS, and <a href="#">Facebook</a>. The program examines issues affecting youth across the region, including questions of livelihood, security, civic participation, and social engagement. It strives to break down ideas that fuel stereotypes about “the other”, creating a safe and expressive platform where youth can recognize commonalities that unite them across borders. Airing in French, the program can be heard through any of the partner stations’ websites.”</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/rwanda/index.html">http://www.sfcg.org/programmes/rwanda/index.html</a></p> <p>“In the DRC, SFCG works with the Bukavu community radio station Radio Maendeleo, and recently began collaborating with RTG@, an apolitical religious station covering Kinshasa and 12 of the country’s biggest cities. Audience surveys in the six Congolese cities found that GGL reaches more than 1.7 million listeners, and significantly, has a strong following in western cities like Kinshasa (17%) and Mbuji Mayi (8%), where listeners rarely have any other opportunities to meet Rwandans or Burundians. Because the program is also broadcast via satellite, callers have come from as far afield as Diaspora communities in the Netherlands, the UK, and Canada.”</p> <p>Source <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf</a></p> <p><b>Impact Evaluation:</b></p> <p>“SFCG has conducted extensive evaluation of this project through focus groups and surveys of listeners and non listeners. It has found that the Program’s reach among its target audience is enormous. The program is listened to by more than 90% of university students in Kigali, Butare, Ngozi (Burundi), and 86% of students in Bujumbura, as well as 57% of students in Bukavu (DRC). Of these listeners, 20% listen regularly in Bukavu, 36% listen regularly in Kigali, and an astounding 60% listen “every week” or “almost every week” in Butare, Ngozi and Bujumbura.</p> <p>The program similarly reaches between 30 and 60% of non-university youth at the survey sites. Survey findings show a strong correlation between listenership and reduced prejudices and positive attitudes. The program gives students hope for a brighter future. Whereas only 25% of non listeners “strongly agree” that youth can contribute to peace in the Great Lakes Region, 54% of young listeners strongly agree that they can contribute. The program leads to a reduction of negative attitudes, and tolerance. Whereas 46% of nonlistening youth surveyed accepted the proposition that “If someone from my country criticizes it in front of someone from another group in the region, that person is a traitor,” 75% of listeners disagreed or disagreed strongly. The program equips youth to constructively address conflicts. When asked what they would do in a hypothetical situation where someone was spreading false rumors against them, nearly 26% of non-students chose to either avoid the situation or fight with the alleged rumor-monger, while 90% of listeners opted to either dialogue with the accused or seek a third party to help resolve the conflict.”</p> <p>Source <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf</a></p>		
--	--	--



<p><b>Participatory Theater for Conflict Transformation: Training Manual</b> Available at: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/Participatory-Theatre-Manual-EN.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/Participatory-Theatre-Manual-EN.pdf</a></p> <p>« Le théâtre participatif est particulièrement important pour les zones qui ne sont pas desservies par les médias. SFCG a développé une méthodologie qui utilise les techniques du Forum Théâtre avec une vision de transformation des conflits. Les acteurs, qui ont été formés dans l'analyse des conflits, se mettent à l'écoute des communautés pour identifier les conflits les plus pertinents, et ensuite créent un scénario qui reflète cette situation. Pendant le spectacle, les spectateurs sont invités à remplacer les acteurs sur la scène. L'absence de toute forme de loisirs dans les villages rend ces séances de théâtre extrêmement populaires, et il y a même des indicateurs qui montrent que les gens prennent au sérieux les recommandations qui ressortent du théâtre participatif. SFCG a mis en place un système de suivi et d'évaluation pour analyser l'impact sur le changement d'attitudes dans le long terme. Depuis 2005, les comédiens de SFCG ont joué plus de 1,000 spectacles devant plus de 1,2 million de spectateurs dans le Sud Kivu et Nord Katanga. » Source : Etude sur la sensibilité aux conflits du Programme PEAR Plus (2009), p. 13. <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/generation_grands_lacs.pdf</a></p>	<p>Search for Common Ground SIDA UNHCR DFID USAID</p>	<p>Non-Formal</p>
<p><b>The Programme of Expanded Assistance to Returnees (PEAR) Plus</b></p> <p>“The Programme of Expanded Assistance to Returnees (PEAR) Plus represents UNICEF’s contribution to the United Nations Security and Stabilization Support Strategy (UNSSSS) in <b>Eastern DRC</b>. Launched in early 2009, PEAR Plus aims to support <b>durable solutions for the return of internally displaced persons (IDPs)</b>, in North and South Kivu, North Katanga and Ituri. The programme adopts a multi-sectoral approach, with activities in the areas of education, child protection, health, and water and sanitation.</p> <p>In order to reinforce the peacebuilding dimension of PEAR Plus, UNICEF has established a partnership with the peacebuilding NGO Search for Common Ground (SFCG). This study has been commissioned as a first step in this collaboration to assess the conflict sensitivity of the current version of PEAR Plus and to help orientate the second phase of the partnership By providing concrete recommendation of how this element of the programme could be enhanced The study was conducted during a period of two months, starting with a desk review of relevant documentation and literature. A field mission was carried out from 2nd to 19th July 2009 in Goma (North Kivu), Bukavu and Uvira (South Kivu) and Bunia (Ituri). This report is the result of an analysis based on the desk review and over 70 semi-structured interviews with representatives of UNICEF, SFCG, implementing partners of PEAR and PEAR Plus, State representatives, international agencies, and other resource persons. Field visits have been conducted in some of the implementation areas of PEAR and PEAR Plus.” Source: 2009 <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/English_SummaryCover_Final.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/English_SummaryCover_Final.pdf</a></p> <p><b>2012 Project PEAR + (Phase III) – Final Evaluation Report</b> SFCG has been part of the UNICEF PEAR + project since 2009. The last phase of the PEAR project (phase III, June 2011 –</p>	<p>UNICEF</p>	

<p>May 2012) aimed at applying the scenario of a "deepened increase of conflict sensitivity". SFCG's goals were the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• raise "conflict sensitivity" at the same level as the other intervention sectors (WASH, Education, Health and Protection) and;</li> <li>• establish "conflict sensitivity" as a transversal dynamic, integrating the various aspects of each of these sectors.</li> </ul> <p>Globally SFCG's work was evaluated as efficient and relevant. It reinforced capacities (local capacities and capacities of the partners) in conflict analysis, "conflict sensitivity", peace building and in cohesion and reconciliation.</p> <p><b>Read the Key Findings</b> [English] SFCG fait partie du projet PEAR+ d'UNICEF depuis 2009. La dernière phase du projet PEAR (phase III, juin 2011 – mai 2012) visait à mettre en œuvre le scénario d'une "sensibilité aux conflits en profondeur". Les objectifs de SFCG étaient donc de faire de la « sensibilité aux conflits » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un pilier à part entière du programme, au même titre que les 4 autres secteurs d'intervention (WASH, éducation, santé et protection) et,</li> <li>• une dynamique réellement transversale qui intègre les différents aspects de chacun des 4 secteurs.</li> </ul> <p>Globalement le travail de SFCG a été efficace et pertinent en ce qu'il a renforcé les capacités locales et celles des partenaires de PEAR dans l'analyse des conflits, la « sensibilité aux conflits », la construction de la paix et dans la cohésion et la réconciliation.</p> <p><b>Lire le Rapport Final</b> [Français] <b>Lire les Principaux Résultats</b> [Français] Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html">http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html</a></p>		
<p><b>Exemple de programme Radio de SFCG</b></p> <p>« L'émission <i>Sisi Watoto</i> (« Nous les Enfants ») est un programme produit par les enfants du moins de 18 ans, pour les enfants, et sur les enfants, qui accentue les droits et les défis des enfants dans la société congolaise. Cette émission hebdomadaire de 15 minutes en swahili fait une attention particulière aux expériences des enfants liés aux groupes armés qui réintègrent dans la vie civile, ainsi que les autres enfants vulnérables (chefs de ménage, orphelins, enfants sans abris). »</p>	Search for Common Ground	Non-Formal
<p><b>SFCG: Comic Books</b></p> <p>“One of SFCG DRC’s flagship tools is the comic book. In our work with the Congolese military, SFCG developed a comic that features an unscrupulous officer named Captain January. A testament to the popularity and impact of the comic book is that the name of Captain January has entered the military vernacular, with soldiers using it as a way to warn and criticize colleagues who harass civilians. Another SFCG comic book is the long running “Mopila” series. The title character</p>	Search for Common Ground	Non-Formal

<p>is a humoristic taxi driver who takes it upon himself to address problems in his society. Among other subjects, Mopila has tackled police corruption and brutality, and helped his young niece when she was sexually harassed by her teacher. Over 500,000 comic books have already been distributed, and SFCG is flooded with requests for more. The comic book is popular and effective, because it transmits information in an engaging and accessible way. It is suitable for youth and adults, and deals with issues that people face on a daily basis. Lastly, the comic book can be read and reread, with people even using it as a guide for approaching some of the problems in their society. The comic book remains an indispensable part of the SFCG "toolkit".</p> <p><b>Mopila on the Road to the Police Station:</b> Our title character tackles corruption and police brutality.  <b>Mopila on the Avenue of Love :</b> a young girl confronts sexual violence in schools.  <b>Mopila Shares his Mother's Dream</b>  <b>Mopila on the Road to Traceability :</b> The protagonist witnesses first-hand how what a well-run mine looks like.  <b>Mopila Shares his Mother's Dream :</b> Mopila returns from a small village with the inspiring story of a female community leader.  Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/drcongo_comics.html">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/drcongo_comics.html</a></p>		
<p><b><u>SFCG Social Cohesion through radio programs</u></b></p> <p>"SFCG also produces <b>radio programming</b> to complement these on the ground peacebuilding efforts:  <b>Sisi Watoto</b> ("We the Children: Giving Voice to Congolese Youth"), produced for and by children under 18 years of age, highlights children's rights and the challenges they face. The weekly program pays particular attention to the experiences of children associated with warring groups who are reintegrating into civilian life through interviews with children, local authorities and child protection associations.  <b>Jirani ni Ndugu</b> ("My Neighbor Is My Brother") is a radio drama in Swahili that focuses on conflict in the day to day lives of Congolese. Using a sitcom format, the program revolves around a central group of characters who live through a particular problem in each episode, and find ways to resolve the conflict without violence."</p> <p>Source: <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/drcongo_socialcohesion.html">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/drcongo_socialcohesion.html</a>  Radio programs : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/drcongo_radio.html">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/drcongo_radio.html</a></p>	Search for Common Ground	Non-Formal
<p><b><u>Participatory Theater Manual</u></b></p> <p>Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/Participatory-Theatre-Manual-EN.pdf">http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/Participatory-Theatre-Manual-EN.pdf</a></p>	Search For Common Ground / USAID; SIDA; DFID, UNHCR	Non Formal
<p><b><u>2011 "Vrai Djo" Project Evaluation</u></b></p> <p>"SFCG with funding from the British Government has used its expertise in mass communication to launch a media</p>	Search For Common Ground	Non Formal

<p>campaign under the slogan "Vrai Djo". This slogan title means "Real Man", and challenges men to improve their attitudes towards women. The aim of this campaign is to raise awareness among men about their role in the elimination of violence against women. This initiative discourages negative male behavior, by providing an inspiring model of what it means to be considerate and responsible. The campaign messages are designed to contribute to a change in male attitudes towards more positive and constructive behavior towards women.”</p> <p><b>Read the Evaluation</b> [English]  <b>Read the Key Findings</b> [English]</p> <p>Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html">http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html</a></p>		
<p><b>2010 Summer Children and Youth Programmes Evaluation</b></p> <p>This program review of Search for Common Ground's Children and Youth Programmes in DRC was conducted in July and August 2010. Evaluation meetings, focus groups and observations were conducted over a period of six weeks and included close to one hundred individuals. The initial first thoughts following the review, was that SFCG-DRC's overall performance over the last five years, was very impressive.</p> <p><b>Read the Evaluation</b> [English]  <b>Read the Key Findings</b> [English]</p> <p>Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html">http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html</a></p>	<p>Search For Common Ground</p>	<p>Non Formal</p>
<p><b><u>2009 Rapport d'Evaluation Cinéma Mobile Kamituga-Mwenga</u></b></p> <p>Dans le cadre du programme « Cinéma mobile » une évaluation a été organisée dans le territoire de Mwenga, en vue de recueillir les données auprès des bénéficiaires sur leurs connaissances, attitudes face au viol et violences sexuelles et savoir l'influence que le film a eu sur les spectateurs. Pour la récolte des données les évaluateurs ont utilisé la technique de pré et post test aux mêmes individus avant et après la projection des films. On a employé des questionnaires visant un échantillon de 140 hommes et femmes de Kamituga et Mwenga, des diverses couches de la population Le film a eu une influence positive sur les groupes : public, jeunes, autorités et couples, après la projection. Les enquêtés déclarent n'avoir plus d'inquiétude de vivre avec une personne violée. Aussi, le film a joué sur le phénomène « MIZOMBO » que l'on utilise dans la coutume que si votre fille ou femme est violée ne faut pas en parler de peur de ne pas payer une chèvre. Un interviewé Mr. Ramazanikigombe de Kamituga dit « Même si ma femme peut être violé, je ne peux pas la chasser parce que le viol est un acte involontaire, donc faire le rapport sexuel avec une femme contre son gré. »</p> <p><b>Lire le rapport final</b> [Français]  <b>Lire les principaux résultats</b> [Français]</p> <p>Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html">http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html</a></p>	<p>Search For Common Ground</p>	<p>Non Formal</p>

<p><b><u>2006 Centre Lokolé: Sustainable Peace program Evaluation</u></b></p> <p>This externally led mid-term evaluation conducted by Mary Myers and Judy El-Bushra, of Triple Line Consulting Ltd, was undertaken to provide an objective assessment of the programme's progress against its aims, and its impact to date. The review found that, in general, the programme is on the right track to achieve its purpose (laying the foundations for sustainable peace by enhancing informative and participative communication around the transition process and by contributing to the reduction of tensions in the Eastern Congo) through activities focused on conflict transformation, media training and, to a lesser extent, community reconciliation. Key findings demonstrate that Centre Lokole:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Is the only organization in DRC that is advocating conflict transformation to a mass-audience. It combines practical peace-building with the power of the mass-media (i.e. radio), to inform and encourage Congolese participation in the ongoing peace process, as well as influencing knowledge, attitudes and behavior of the audience in ways that can facilitate peace.</li> <li>- Has promoted conflict transformation communication through its radio outputs as well as through participatory theatre (in which field it has become an important resource), and to a less evident degree through its on-the-ground community work. There is some evidence that CL's outputs have helped reduce general levels of tension, as well as contributing to specific instances where violence has been prevented, including most notably child demobilization resulting from 'Sisi Watoto' radio programmes.</li> <li>- Produces informative, relevant and stimulating material, which is disseminated to mass audiences in parts of the country where few other sources of information or discussion reach.</li> <li>- Has contributed to media development through the training of professionals – including the young 'Sisi Watoto' reporters - and by setting high standards in its own programmes. It is the only organization in DRC tackling elections from the standpoint of covering positive stories while being alert to the potential for conflict to result from the language or choice of stories chosen.</li> <li>- Its programme includes a wide range of activities which are not being attempted by other organizations. These include developing creative radio formats, especially drama; promoting the only production by and for children broadcast throughout the Kiswahili zone; and developing programme formats which allow ordinary people from all over the country to have their say.</li> </ul> <p><b>Read Key Findings</b> [English]  <b>Read 2006 DRC Evaluation</b> [English]  Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html">http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html</a></p>	<p>Search For Common Ground</p>	<p>Non Formal</p>
<p><b><u>2003 Centre Lokolé: Bukavu Evaluation Report</u></b></p> <p>This internally led evaluation conducted by Cheyanne Church, Mark Rogers and Adrien Sindayigaya focuses on the programmatic work of the Bukavu office of Search For Common Ground's Centre Lokole Programme. The programme's</p>	<p>Search For Common Ground</p>	<p>Non Formal</p>

<p>overarching goals are to support the peace process, to promote unity for the Democratic Republic of Congo, and to reinforce the capacity of local organizations to resolve local conflicts through the use of media, arts, dialogue, and training programs based in peacebuilding centers around the country. Key findings demonstrate that Centre Lokole:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fills an important supporting role to indigenous civil society in the Democratic Republic of Congo</li> <li>- Developed a highly popular and effective soap opera, yet identified that other radio programming did not share the same level of success</li> <li>- Increased the demand for conflict resolution skills and knowledge</li> </ul> <p>The programme would benefit from further coherence between media and outreach activities</p> <p><b>Read 2003 DRC Evaluation</b> [English]  <b>Read 2003 DRC Evaluation's Key Findings</b> [English]</p> <p>Source : <a href="http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html">http://www.sfcg.org/programmes/ilt/evaluations/drc.html</a></p>		
<p><b><u>Peace and Sport - DRC</u></b></p> <p>“<b>Peace and Sport</b> was founded under the High Patronage of HSH Prince Albert II of Monaco. The organization uses sport to promote mutual respect, sharing and tolerance by implementing programmes in post-conflict zones which lack social cohesion and in areas affected by extreme poverty.</p> <p>The Democratic Republic of Congo has experienced a long period of instability since gaining independence on 30 June 1960, which led to successive wars that have killed nearly 5 million people, causing significant population movements, intense social tension and plunging the country into extreme poverty. Since the presidential election in 2006, the political situation seems to have gradually improved, but the situation for young people remains precarious and the general level of education is very low.</p> <p>When making its initial analysis, Peace and Sport identified the province of South Kivu as a particularly unstable area and therefore a priority area for action.</p> <p>Local actors in the field are keen to develop facilities for youth and to set up sports activities. Apart from the lack of funding, training and facilities, one of the obstacles mentioned was the lack of equipment.</p> <p><b>Peace and Sport</b> supports the <b>NGO CFESDC</b> in the Democratic Republic of Congo. <b>The aim is to develop youth centers in Luvungi, Bwagera and Uvira, notably by using "adapted equipment" in order to offer young people living in these regions a framework for playing sport and learning about its values.</b></p> <p>We are mainly involved in the province of South Kivu, where we support the association C.F.E.S.D.C (training, sports education and community development centre) and work to raise awareness and educate youth through sport.</p> <p><b>Youth Centers in South-Kivu:</b> 3 youth centers are active in Bwegera, Uvira and Luvungi</p> <p>Several training courses have been given:</p>	<p>Peace and Sport MONUSCO</p>	<p>Non-Formal</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• training in management and activity-planning in centers</li> <li>• Netball training, organized in partnership with the International Netball Federation and Gilbert equipment suppliers”</li> </ul> <p>Source:  <a href="http://www.peace-sport.org/drc/actions-in-democratic-republic-of-the-congo.html">http://www.peace-sport.org/drc/actions-in-democratic-republic-of-the-congo.html</a></p> <p>In August 2011, more than 150 young people took part in the second <b>Burundi-Congolese Friendship Games held in Luvungi.</b>          Cette journée a permis à près de 250 jeunes de 4 communes des 2 pays (Luvungi et Bwegera pour la RDC et Rugombo et Gihanga pour le Burundi) de vivre une expérience sportive ensemble créant des liens de fraternité. Le but est d’organiser une rencontre annuelle de fraternité entre les populations et de favoriser les possibilités d’échange et d’entraide, grâce aux valeurs implicites véhiculées par le sport et par le développement d’actions symboliques.          Source: <a href="http://www.peace-sport.org/images/stories/projetssurzone/rdc/Jeux_de_l_amitie_RDC-Burundi_2011.pdf">http://www.peace-sport.org/images/stories/projetssurzone/rdc/Jeux_de_l_amitie_RDC-Burundi_2011.pdf</a></p>		
---	--	--

**Country: Equatorial Guinea**

<b>Policy</b>	No Relevant Data Found so far
<b>Source</b>	N/A

<b>MATERIALS/Methodologies/Approaches</b>	<b>STAKEHOLDERS</b>	<b>Formal/Non Formal</b>
No Relevant Data Found so far		



## Country: Gabon

<b>Policy</b>	<p>« Conformément à la loi d'orientation de l'enseignement en République gabonaise, le système éducatif a pour finalités:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'assimilation par les jeunes des valeurs intellectuelles, physiques, <b>civiques</b>, <b>morales</b>, spirituelles et universelles qui servent de fondement à la société et à l'éducation gabonaises ;</li> <li>- Le développement harmonieux de la personne en vue de son insertion dans la vie active ;</li> <li>- La préparation de l'intégration de l'individu à la communauté nationale et l'épanouissement de ses aptitudes à contribuer au développement économique et social ;</li> <li>- L'assimilation des valeurs positives propres à la culture nationale et de leurs formes d'expression, par les nouvelles générations ;</li> <li>- La liaison étroite du système scolaire, de l'éducation permanente et de l'éducation de la famille et de l'environnement social ;</li> <li>- L'adhésion des citoyens aux principes de la démocratie et de l'unité nationale (article 7).</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le service public de l'Education nationale a pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'assurer l'enseignement de <b>l'éducation civique et des savoir-vivre ensemble</b> dans les enseignements formels et non formels ;</li> <li>- De rechercher une adéquation constante de l'enseignement scolaire avec les besoins de développement national ;</li> <li>- [...] (article 9) (MEN, 2008). » (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 2)</li> </ul> <p>Importance de l'éducation civique : présence dans l'appellation du Ministère : <b>Ministère de l'Education Nationale et de l'Instruction Civique</b></p> <p>Finalités de l'école gabonaise dans le <b>décret 632/PR/MENSRIPP</b> sous-section IV, article 79 (2012): « <b>développer les valeurs fondamentales de respect, d'amour de l'autre, de la tolérance, de l'acceptation des différences, de la solidarité et de la culture de la paix</b> »</p>
<b>Source</b>	<p><b>Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE</b>  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Gabon.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Gabon.pdf</a></p>

<b>MATERIALS/Methodologies/Approaches</b>	<b>STAKEHOLDERS</b>	<b>Formal/Non Formal</b>
<p><b><u>Instruction Civique au Gabon</u></b></p> <p><b><i>Gabon: L'instruction civique en perte de valeurs dans les différents établissements scolaires (article paru le 13 Mars 2008)</i></b></p> <p>« Le <b>cours d'instruction civique</b> instauré dans le calendrier pédagogique par le <b>ministère de l'éducation nationale</b> et dispensé <b>au sein des différents établissements primaires et secondaires du Gabon</b>, est <b>véritablement en perte de valeurs</b>, au regard du <b>peu d'intérêt suscité chez les apprenants et des résultats enregistrés</b>, à cela s'ajoute le coefficient</p>	<p>Ministère de l'Education Nationale et de l'Instruction Civique</p>	<p>Formal</p>

<p>peu élevé affecté à cette matière, qui n'est pas pour favoriser l'enseignement de cette discipline combien importante et incontournable pour les futurs citoyens.</p> <p>Cette discipline d'intérêt général a pour but d'inculquer aux élèves le sens du patriotisme, le respect de la chose publique, les devoirs et les droits d'un citoyen.</p> <p>L'instruction civique est dispensée en moyenne quatre fois par semaine à raison de 15 minutes la séance, nous confie Mbouma Fabrice, enseignant à l'école primaire Martine Oulabou de Libreville.</p> <p>« Nous essayons de sortir du programme de l'éducation nationale en matière d'instruction civique, car les ouvrages proposés ne sont pas suffisamment étoffés. Et puis le temps réservé au cours ne nous permet pas d'inculquer correctement les notions de civisme à nos élèves. », a poursuivi l'enseignant.</p> <p>Un regret partagé par les enseignants des autres établissements : « Le temps et la fréquence affectés à cette discipline, les ouvrages non étoffés son un véritable handicap pour nous, de plus, les parents ne relaient pas les enseignements dispensés, bien au contraire, ces derniers s'opposent indirectement à cet enseignement. Ils sont en mouvement quand il s'agit de la levée des couleurs, et cela en présence des enfants à qui, il venait d'être dit qu'il faut être immobile lorsqu'on procède à la levée des couleurs », a déclaré une enseignante de l'école pilote du centre sous couvert de l'anonymat.</p> <p>Selon Fabrice Mbouma, « la tutelle devrait revoir le temps consacré à cette matière, revoir le programme tout entier de cette discipline et revoir à la hausse son coefficient afin de réinstaurer les valeur patriotiques. Recentrer l'école sur ses missions premières, c'est rétablir l'autorité du savoir et du savoir-vivre. »</p> <p>Source: <a href="http://www.bdp.gabon.org/articles/2008/03/13/gabon-linstruction-civique-en-perte-de-valeurs-dans-les-differents-etablissements-scolaires/">http://www.bdp.gabon.org/articles/2008/03/13/gabon-linstruction-civique-en-perte-de-valeurs-dans-les-differents-etablissements-scolaires/</a></p>		
---	--	--

## Country: Republic of the Congo

<b>Policy</b>	<p>« Les principes et objectifs généraux de l'éducation sont contenus dans la loi 25-95 du 17 novembre 1995 portant sur la réorganisation du système de l'éducation au Congo qui met l'accent sur : i) le développement intégral de la personne par le biais de l'éducation de la raison critique, le développement des capacités à résoudre les problèmes, l'éducation de la sensibilité et du corps, ainsi que l'éducation à la santé; ii) l'insertion sociale, grâce à une réelle <b>formation civique</b> et à <b>une éducation à la paix</b> ; et iii) l'insertion économique, en insistant sur une initiation à la production, à la démarche de projet, à la vie coopérative. » (Données mondiale de l'éducation, 2010, p. 2)</p> <p>« Les innovations intra-disciplinaires se sont inspirées des progrès notables enregistrés dans le domaine des sciences, des engagements internationaux en matière d'éducation, d'environnement, de santé, de population, de <b>culture de paix</b>. Ces nouvelles approches de développement de l'individu et des sociétés ont contraint au changement de la dénomination de certaines disciplines et à l'insertion de nouvelles. [...] <b>Éducation civique et morale et éducation pour la paix</b>, au lieu d'instruction civique » (Données mondiale de l'éducation, 2010, pp. 8-9)</p>
<b>Source</b>	<p><b>Données mondiale de l'éducation (7ème édition – 2010/2011), document élaboré par UNESCO-BIE</b>  <a href="http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Congo.pdf">http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Congo.pdf</a></p>

<b>MATERIALS/Methodologies/Approaches</b>	<b>STAKEHOLDERS</b>	<b>Formal/Non Formal</b>
<p><b><u>Intégrer l'éducation morale et civique et l'éducation pour la paix dans le système scolaire (12 mars 2013)</u></b></p> <p>« L'éducation morale et civique et l'éducation pour la paix constituent, assurément, le canal d'émergence d'une nation congolaise pérennément «démocratible». Le Congolais de Brazzaville est tout, aujourd'hui, sauf patriote. Ayant perdu, progressivement, l'amour de son pays, il ne lui reste de repère et de modèle que l'image nostalgique qu'il garde des valeurs et des personnalités qui ont marqué l'histoire passée du Congo, des figures comme Joseph Nkéoua, Pierre Matingou, Sylvain Bemba, Jacques Opangault, Edith Sassou, l'abbé Wamba, Mgr Théophile Mbemba, le général Makouma-Nzambi (alias Sébas Enemen), etc.</p> <p>Par nos habitudes, nos choix et notre comportement dans l'exercice de nos devoirs d'Etat au quotidien, par notre manière de participer à la gestion du patrimoine commun, où pensons-nous conduire les institutions de la République et quelle coloration auront l'histoire et la société congolaise dans les dix, quarante ou cent années à venir?</p> <p>La valeur maîtresse à consolider n'est-ce pas la démocratie? Comment faire émerger une génération de Congolais loyaux, pacifistes et démocrates, capables de surmonter les pesanteurs qui freinent leur marche résolue vers le progrès démocratique et l'émergence économique?</p> <p>Le remède qui semble efficace à l'immédiat et dans la durée, ne serait-elle pas <b>l'éducation morale et civique, du préscolaire jusqu'au lycée, afin d'espérer avoir encore des citoyens ayant de bonnes manières de vivre vis-à-vis de l'Etat</b></p>		

<p>ou de la collectivité?</p> <p>Si, jadis, nos parents «villageois» ou presque, ont appris à vivre en communauté et à se rendre utiles dans la société, grâce aux enseignements pratiques reçus au «mbogui», de nos jours, ces écoles traditionnelles d'éducation morale et civique n'existent plus. Quand bien même elles existeraient, elles ne sont plus adaptées aux enjeux actuels marqués par la mondialisation, le développement des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) et l'instauration progressive de la démocratie.</p> <p>L'école actuelle, qui demeure le seul moule de formation de tous les citoyens, ne semble produire que des lettrés, des intellectuels et des savants, non plus des sages capables de se gérer et de gérer les autres avec harmonie. L'instruction morale et civique qui serait la matière de base à toutes les étapes de la formation est reléguée au dernier plan. C'est pitoyable! Comment avoir des citoyens responsables et des autorités exemplaires, quand la conscience morale et le civisme ne sont pas, assez, cultivés à l'école et dans les médias?</p> <p>Pour rêver de l'émergence d'une République du Congo pérennément «démocratible», grâce à la maturité d'esprit et au savoir-être de ses habitants, quelques pistes de solutions sont envisageables:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- faire de l'université un lieu de culture et de sauvegarde des mentalités et des valeurs propices au développement et à la démocratie;</li> <li>2- insérer l'«éducation morale et civique et l'éducation pour la paix» parmi les épreuves des examens d'Etat, en élevant son coefficient, afin de susciter l'intérêt et l'engouement sur cette discipline;</li> <li>3- concevoir le livre-programme de «l'éducation morale et civique et l'éducation pour la paix», en y intégrant des notions et des attitudes adaptées à chaque niveau de formation;</li> <li>4- exalter les «valeurs civilisatrices», nationales et importées, pour lutter contre les phénomènes sociaux aliénant comme le terrorisme, le détournement des biens publics, le refus du dialogue et de la réflexion constructive, le fanatisme clanique et politique dans l'exercice des devoirs républicains;</li> <li>5- sensibiliser le plus grand nombre de la population sur l'intérêt des exigences de la morale professionnelle, de la conscience morale, de l'éthique et de la déontologie dans chaque corps de métiers: les enseignants, les hommes de loi, les agents de l'ordre, les agents de presse, les médecins et les autres agents de la santé, les commerçants, les ouvriers et ingénieurs, les artistes, les sportifs, les diplomates, les religieux, les notables, spécifiquement les acteurs de la fonction publique, de la base au sommet et vice versa;</li> <li>6- encourager la création des cercles de réflexion civiques, intellectuels et apolitiques tels que la Fondation Niosi.</li> </ol> <p>Continuons toujours à assurer la promotion du Bien, du Vrai et du Beau, en confrontant les différentes vues éthiques, épistémologiques et esthétiques qui emmèneront le Congo à participer à l'édification d'un monde de paix, de justice et de fraternité.</p> <p>Aubin BANZOUZI, Enseignant »</p> <p>Source : <a href="http://www.lasemaineafricaine.com/index.php/point-de-vue/5869-integrer-l-education-morale-et-civique-et-l-education-pour-la-paix-dans-le-systeme-scolaire">http://www.lasemaineafricaine.com/index.php/point-de-vue/5869-integrer-l-education-morale-et-civique-et-l-education-pour-la-paix-dans-le-systeme-scolaire</a></p>		
---	--	--